



LA LUTTE ANTITERRORISTE :

Un pont trop loin

Mémoire de géopolitique

Rédigé par le lieutenant colonel Jean Pierre DOLLE WAYA

dans le cadre du séminaire « Influence du terrorisme sur la géopolitique »

Directeur de recherche :

Monsieur Gire

Institut français d'analyse stratégique

Avril 2007

FICHE DOCUMENTAIRE

1. La lutte antiterroriste : un pont trop loin
2. 2007_memoire_geop_influence du terrorisme sur la géopolitique _ Dollé Waya
3. Lieutenant colonel , armée de Terre, Jean Pierre DOLLE WAYA , Centrafrique
4. avril 2007
5. Division C – groupe C3
6. Mémoire de géopolitique
7. Le troisième millénaire s'annonce comme une ère de terreur, avec un vent que le monde n'a jamais connue de part son intensité et son caractère de violence, un phénomène appelé « terrorisme » qui avec une vitesse insaisissable s'est diffusé et a pris une ampleur à l'échelle internationale. Nous parlons à cet effet du terrorisme international. La planète terre a pris conscience du danger qu'il représente à travers l'événement du 11 septembre survenu aux Etats-Unis , lors duquel des symboles américains ont été des cibles privilégiés d'Al-Qaida. Cet événement fut le point culminant du terrorisme, le plus important attentat terroriste de l'histoire. Dès lors, le terrorisme et la lutte antiterroriste sont entrés dans le nouvel ordre international. Les activités terroristes deviennent plus effrénées et sanglantes faisant recours à des moyens et des formes plus développés et constituent une menace exponentielle envers la communauté internationale. D'autre part, la lutte antiterroriste s'accroît et s'affiche à la une de la sécurité sur le champ international. Cette lutte semble cependant être confrontée à de sérieuses difficultés qu'il ne faut aucunement renier ou faire fi. Nombreux sont les obstacles susceptibles de s'opposer à la parfaite réussite de cette initiative noble et louable dont la vision est d'apporter la sécurité et la paix à l'humanité entière sans distinction. La maîtrise et le contrôle du pont ne semblent pas évidents, le pont est trop loin. C'est ainsi que par le présent travail nous allons essayer de faire émerger la partie cachée de l'iceberg devant être considérée comme le centre de gravité de la lutte contre le terrorisme international, dont l'atteinte pourrait engendrer la réussite tant attendue
8. mots clés : bombe humaine – arme de précision chirurgicale du pauvre – silver bullet – fous d'allah – l'arme de désespoir – guerre contre la terreur – frappe préemptive – terrorisme à gage – instrument délibéré de politique étrangère – opération cyclone – terrorisme sponsorisé – soldats de substitution – Pakistan de l'Irak – axe du mal – ingérence humanitaire – opération humanitaire – fondamentalistes – extrémistes – tribunaux islamiques – la fin de l'histoire – acte sacramental – l'oumma – empire du mal – propagande armée – terrorisme de coercition diplomatique – terrorisme amateur – zélateur - thug

LA LUTTE ANTITERRORISTE :

Un pont trop loin

SOMMAIRE

INTRODUCTION :

Aperçu sur l'histoire du terrorisme

PREMIERE PARTIE

La complicité des Etats

La faiblesse de l'ONU

Le rôle des ONG

DEUXIEME PARTIE

L'instabilité du Moyen – Orient

La fragilité de l'Afrique

TOISIEME PARTIE

L'internationalisation du terrorisme

Le djihad

Le rôle des médias

QUATRIEME PARTIE

Les possibilités d'espoir

CONCLUSION

RESUME

Le troisième millénaire s'annonce comme une ère de terreur, avec un vent que le monde n'a jamais connu de part son intensité et son caractère de violence, un phénomène appelé « terrorisme » qui avec une vitesse insaisissable s'est diffusé et a pris une ampleur à l'échelle internationale. Nous parlons à cet effet du terrorisme international. La planète terre a pris conscience du danger qu'il représente à travers l'événement du 11 septembre survenu aux Etats-Unis, lors duquel des symboles américains ont été des cibles privilégiés d'Al-Qaida. Cet événement fut le point culminant du terrorisme, le plus important attentat terroriste de l'histoire. Dès lors, le terrorisme et la lutte antiterroriste sont entrés dans le nouvel ordre international. Les activités terroristes deviennent plus effrénées et sanglantes faisant recours à des moyens et des formes plus développés et constituent une menace exponentielle envers la communauté internationale. D'autre part, la lutte antiterroriste s'accroît et s'affiche à la une de la sécurité sur le champ international. Cette lutte semble cependant être confrontée à de sérieuses difficultés qu'il ne faut aucunement nier ou faire fi. Nombreux sont les obstacles qui sont susceptibles de s'opposer à la parfaite réussite de cette initiative noble et louable dont la vision est d'apporter la sécurité et la paix à l'humanité entière sans distinction. C'est ainsi que nous essayons par le présent essai de faire émerger certains points des aspects devant être considérés comme le centre de gravité de la lutte contre le terrorisme international, dont l'atteinte ou encore l'éradication pourrait engendrer la réussite tant attendue

Les attentats terroristes majeurs perpétrés dans le monde entier démontrent le niveau organisationnel du réseau Al-Qaida sous la direction de Ben Laden qui se présente comme le pilier spirituel du terrorisme international. Ces terroristes sont aujourd'hui dispersés et agissent d'une manière indépendante et avec un réseau de communication très élaboré et hermétique. Cette nouvelle génération de terroristes compte dans ses rangs un bon nombre d'intellectuels ayant reçu une éducation occidentale, maîtrisant parfaitement les domaines scientifique, technique, militaire et médiatique ; ce qui leur offre la capacité d'une autonomie d'actions. Les méthodes utilisées visent à faire un grand nombre de victimes afin d'attirer l'attention des médias et surtout de l'opinion internationale. Force est de constater que les actes posés font l'objet d'une préparation minutieuse et ciblée. L'espace d'activités des terroristes est défini par la Caucase du nord, le Moyen – Orient, l'Asie du Sud, l'Asie du Sud-est, la corne de l'Afrique et l'Amérique latine

Dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, les Etats-Unis se présentent de nos jours comme l'avant-garde et impose sa volonté à la communauté internationale. Sous l'émotion des événements du 11 septembre, les Américains ont déclenché la guerre d'Irak en oubliant le rôle prépondérant de l'ONU. Une coalition se constitue autour des américains, et l'opération « Enduring Freedom » ou encore « Liberté Immuable » débute en 2001 dans les montagnes afghanes. On constate cependant que cette lutte sur le plan international est vouée à beaucoup de difficultés. Cette attitude ne peut que diviser les puissances et créer en conséquent une faiblesse vis-à-vis du résultat escompté dans le cadre de l'éradication de cette nouvelle pratique. Cet angle de vue laisse entrevoir le développement d'une nouvelle doctrine de sécurité qui met en exergue l'unilatéralisme américain et la guerre préventive. Cette doctrine amène les occidentaux à réfléchir davantage non seulement sur les relations internationales mais aussi sur les droits internationaux. Il serait indispensable que les Etats-Unis évitent d'enfreindre les grandes valeurs de la démocratie

Les initiatives prises dans le cadre de la lutte contre le terrorisme ont connu des revers pour des raisons multiformes. La première faiblesse s'affiche dans le domaine de la coopération à divers niveaux à savoir l'international, le régional et le bilatéral. A l'échelle bilatérale, la coopération semble avoir un état de santé appréciable parce qu'il y a des intérêts communs; au niveau régional, on constate un progrès sensible; cependant, le niveau international incarne les aspects nihilistes des efforts recherchés par le monde civilisé. La coopération mondiale a connu beaucoup de revers et le rôle prépondérant de l'ONU dans la lutte contre le terrorisme international est défié. Des décisions unilatérales ont été à l'origine de la guerre d'Irak, mettant en marge le veto du Conseil de Sécurité. Une telle attitude ne peut que mettre en danger la cohésion internationale.

La lutte contre le terrorisme international n'a toujours pas des approches efficaces cinq ans après le 11 septembre, les contradictions entre terrorisme et contre terrorisme persistent toujours. Au niveau stratégique, d'abord, la naissance, le développement et la propagande du terrorisme ont des contextes profondément historiques, sociale, politiques, économiques, ethniques et religieux dont certains facteurs existent toujours; ensuite, les origines du terrorisme telles que la pauvreté, la dichotomie entre les pays riches et pauvres, l'inégalité dans les relations internationales, les conflits ethniques et religieux ne peuvent pas être éradiqués à court terme. Nous notons d'autre part que les difficultés tendant à définir le terrorisme rehaussent la liste des obstacles. Au niveau tactique, les terroristes bénéficient du soutien moral de la population d'une part et sont imbus d'une force morale que les forces légales ne possèdent pas. Enfin, ils ont généralement une meilleure maîtrise du milieu.

Il convient de reconnaître que les organisations terroristes ont acquis de nos jours un stade d'autonomie incomparable. Trouver et couper les sources financières des activités terroristes restent la plus grande difficulté dans la lutte contre le terrorisme international. Ces financements pourraient provenir de quatre directions, en l'occurrence, les sociétés de couverture de toute sorte qui soutiennent financièrement les activités terroristes, les commerçants riches et financements individuels, et les fonds à travers les criminalités organisées. À part l'extorsion, le trafic des stupéfiants devient une source financière principale pour certaines organisations terroristes.

Les organisations terroristes se procurent des armes par des voies illégales grâce à la complicité de certains États en dépit des embargos institués par l'ONU. Il devient ainsi difficile de les contrôler. Les armes et munitions, des explosifs en particulier, sont nécessaires pour lancer des attaques terroristes.

Actuellement, les activités terroristes ont encore un certain marché et leur recrutement reste très caché. Les moyens de recrutement sont variés mais l'essentiel est de profiter des contradictions et problèmes dans le monde actuel pour propager leur mentalité terroriste et recruter les camarades pour mener des activités. Les autres moyens sont également utilisés dont les principaux sont : former des familles terroristes avec le mariage. Selon une enquête récemment publiée par une institution antiterroriste indonésienne, leurs agents de renseignement, après avoir enquêté sur les familles liées au groupe de prières islamistes, en particulier des couples dans la famille de ses membres principaux, ont trouvé que la direction renforce leurs liens avec les membres principaux par le mariage. Ensuite, recruter et payer cher les combattants de la guerre sainte. Le désordre pendant et après la guerre irakienne fournit le meilleur prétexte pour l'Al-Qaida de propager la mentalité terroriste, collecter des fonds, et en particulier, recruter du personnel. Ce développement a

conduit à un phénomène majeur, celui du soutien des groupes terroristes par certains États. Il est indéniable que certains États se sont engagés très tôt dans différents types d'activités illicites ou clandestines, notamment l'usage systématique de la terreur contre leurs ennemis, qu'ils soient intérieurs ou extérieurs.

La remontée du terrorisme international prouve que le terrorisme est un phénomène social et historique très compliqué avec des contextes politiques, économiques, ethniques et religieux. Le simple recours à la force ne peut pas le déraciner. La communauté internationale est donc appelée à se consolider et prendre des mesures communes afin de faire face avec efficacité si elle veut atteindre l'objectif fixé. La lutte contre le terrorisme doit prendre en compte une multitude de paramètres tout en sachant et en acceptant que sa réussite ne pourra qu'être graduelle, l'optimisme ne doit pas rejeter la notion de terme ou encore le temps. Le chemin sera long.

INTRODUCTION

APERCU SUR L'HISTOIRE DU TERRORISME

La planète terre est vouée aujourd'hui à un syndrome insolite, l'humanité toute entière vit sous une peur intense et permanente, partout ailleurs, dans la quasi-totalité des pays du monde et en particulier aux Etats-Unis d'Amérique et les puissances occidentales, un appel à la vigilance est lancé à toute la population. Dans le métro, dans les bus, en somme dans les lieux publics, des messages continus qu'on qualifierait de litanie appelle tout le monde à la prudence et la vigilance, on devient tous le policier de chacun ; l'alerte est donné dès la découverte d'un colis abandonné, dès lors c'est la débandade, on voit aussitôt apparaître une équipe de techniciens hyper équipés pour procéder à la destruction du colis. Des mesures draconiennes sont prises dans les aéroports, les Etats-Unis imposent une règle à tous les passagers qui s'y rendent. En dépit de toutes ces précautions le tableau ne s'arrête pas, les drames continuent d'être enregistrés, le nombre des victimes va croissant. En effet, les terroristes ne cessent d'innover des tactiques. La méthode la plus dangereuse de nos jours est celle de la « bombe humaine ».

Le fait de transformer des personnes en bombes humaines « silver bullets » lors des opérations du type 11septembre ou au cours des actions ciblées par le biais des véhicules piégés voire des suicidaires (kamikazes) bardés de ceintures d'explosifs est une innovation qui dépasse l'entendement et mérite d'être analysé. Il réside dans ce comportement une véritable complexité. Les kamikazes peuvent être considérés comme des « fous d'Allah ». Cette attitude semble plutôt répondre à une logique stratégique. Il en ressort que ce type d'attentat se présente comme « la bombe atomique du pauvre » ou dans certaines mesures être qualifié de « l'arme de précision chirurgicale du pauvre ». sur le modèle des attaques menées par le Hezbollah au début des années 80 , le bilan obtenu a été nettement supérieur à celui des attaques entreprises avec des armes conventionnelles. Ceci a donné lieu à la déduction qu'un martyr est plus efficace qu'un mortier, ouvrant ainsi la conclusion de ce choix opératoire visant à obtenir le meilleur résultat dans une vision stratégique. A un tel degré, on peu considéré que nous vivons dans un monde en danger permanent car tout homme peut être une arme létale, une bombe qui sillonne et qui pourrait être actionnée à l'improviste.

Le terrorisme est réputé être l'arme de désespoir, du faible. Après le 11 septembre, il doit surtout être considéré comme un moyen d'équilibrer la puissance dans un dialogue inégal entre états et armées régulières d'une part, groupes non étatiques de l'autre. C'est à partir de ce constat que doivent être révisées les notions de « guerre contre la terreur » et surtout de « frappe préemptive », « tous ces efforts visent, pour l'Amérique, non seulement à riposter, mais à arriver à un résultat : mettre fin à des menaces terribles qui pèsent sur le monde civilisé. Toutes les nations doivent se préoccuper de prévenir ces attaques soudaines et catastrophiques. Et nous leur demandons de nous rejoindre, et beaucoup nous rejoignent. Mais les choix de notre nation ne dépendent pas des décisions des autres. Quelque soit l'action nécessaire, à tout moment, je défendrai la liberté et la sécurité du peuple américain » (Georges W Bush)¹, cette dernière ne semblant pas avoir intégré les novations actuelles du champ conflictuel. « Aucune nation ne peut rester neutre dans ce conflit (contre le terrorisme), parce qu'aucune nation civilisée ne peut être en sécurité dans un monde menacé par la terreur » Georges W.Bush².

¹ G.W.Bush : extrait du discours sur l'état de l'union,2003, disponible sur www.whitehouse.gov.

² G.W.Bush : “ no nation can be neutral in this conflict (against terrorism), because no civilized nation can be secure in a world threatened by terror “ , extrait disponible sur www.whitehouse.gov.

La plupart des mouvements civils, politiques ou religieux du xx^e siècle sont nés du croisement des possibilités d'accumulation personnelles de richesses offertes par l'industrialisation, et de la revendication de liberté individuelle qui émane de la nature même de l'homme. L'attente diffuse de changement, couplée à la l'identification de quelques options alternatives, pouvait alors, progressivement, installer l'idée que plusieurs futurs étaient possible, que de multiples options sociales étaient ouvertes. Les idéologies communistes ou anarchistes se sont alors opposées, par une rupture radicale, aux références démocratiques usuelles, mais leur émergence dans la période qui précède la première guerre mondiale signale, une réalité, une viabilité limitée. Dans cet ordre d'idées, le manifeste du parti communiste (1847) doit être vu comme une bible du changement du monde contemporain, que comme une œuvre littéraire de déploration sur l'inégalité introduite par la mécanisation , en définitive , ce serait un texte plus proche de Dickens qu'un véritable document révolutionnaire. Le Fascisme et le national-socialisme ont émergé au xx^e siècle comme des utopies alternatives, proposant de refaire le monde en revivifiant la société autour d'une métaphysique particulière – une forme de spiritualité théoriquement absente des idéaux des processus démocratiques ne pouvant être développée que dans une logique de « foi non optionnel ».

Il convient de reconnaître que l'histoire de la terreur a une origine lointaine, elle est assez longue et évolutive. L'essor de la terreur est lié à l'anarchie et au nationalisme. Les cibles des terroristes sont, en règle générale, des représentants du pouvoir. Vera Zassoulitch tire sur le gouverneur de Saint-Pétersbourg, Trepov ; Jeliabov et Sophie Perovskaïa constituent le duo qui assassina le tsar Alexandre II. La deuxième guerre mondiale tire son origine de l'assassinat de l'archiduc François Ferdinand à Sarajevo en 1914. Les assassinats d'hommes d'état se poursuivent dans la seconde moitié du xx^e siècle. En 1963, des inconnus tirent sur le président américain John Kennedy ; en 1973, les séparatistes basques font sauter le général Carrero Blanco ; ce sont les Irlandais qui assassinent Lord Mountbatten ; en 1981, les islamistes tuent le président Sadate ; en 1984, le Premier ministre indien Indira Gandhi est la victime des séparatistes sikhs; en 1995, des extrémistes juifs assassinent le Premier ministre israélien Rabin.

Parallèlement, les terroristes vont déplacer leurs actions sur les populations civiles à l'exemple de l'utilisation du gaz sarin par la secte aum dans le métro de Tokyo . cette terreur a étendre ses ramifications et ainsi étendre ses rayons d'action dans les limites d'un pays, donnant naissance à des organisations similaires à l'étranger avec un flux de coordinations. Le passage d'un pays à un autre par le biais des réseaux terroristes internationaux. On aboutit à l'internationalisation du terrorisme. On verra naître les séparatistes basques, les frères musulmans en Egypte, la secte Aum, les séparatistes tchéchènes, l'organisation de Ben Laden (Al-Qaida) et bien d'autres.

Dans la seconde moitié du xx^e siècle, la terreur a deux particularités. D'une part, elle entre dans l'arsenal de mouvements principalement séparatistes, politiques ou religieux extrémistes, et est largement utilisée par les extrémistes de gauche. Les brigades rouges y font recours pour abattre le capitalisme. D'autre part, elle s'étend hors des limites nationales, elle fait son entrée sur la scène internationale en se greffant sur certains états et structures étatiques. L'exemple type est celui de l'Iran où les ayatollahs ont lancé le mot d'ordre de la « révolution islamique » qu'ils entreprennent d'exporter et d'importer par a violenc

Définir le terrorisme :

le terrorisme est d'emblée considérée comme un concept politique, dans le monde contemporain, il est fondamentalement et essentiellement politique. En outre, il se rapporte nécessairement au pouvoir, et vise à sa prise et à son usage en vue de l'obtention d'un changement politique. Il se manifeste par l'usage de la violence ou tout aussi importante, la menace de violence utilisée et dirigée en vue ou au service d'un objectif politique, destinée à avoir des répercussions psychologiques au-delà de la victime ou de la cible initiale ; dirigée par une structure mettant en jeu une chaîne de commandements ou une organisation en cellules clandestines ; perpétrée par un groupe subnational ou par une entité non étatique. Il s'agit donc d'une utilisation prévue, calculée, stratégique, de moyens physiques pour gagner de la puissance au service d'objectifs civils, politiques ou religieux, dans un cadre où l'affrontement symétrique est impossible. Le terrorisme est souvent décrit, et compris, comme le recours du mécontent et l'arme du faible.

Ceux qui utilisent le terrorisme considèrent cette forme particulière de violence comme un moyen légitime de s'imposer dans la négociation, à partir du moment où ils n'agissent pas à un niveau symétrique d'état contre état. L'objectif est d'attirer l'attention sur leur cause, ou pour rénover, ou déconstruire, ou reconstruire, ce qu'ils considéraient comme l'objectif central de leur combat. Cependant, il convient aussi de reconnaître que le mot a connu plusieurs sens tout au cours de son évolution, rendant de fois difficile sa définition.

Le terrorisme, qui naît spectaculairement à l'été 1968 avec le détournement d'un avion de la compagnie israélienne El Al par le Front populaire de libération de la Palestine de Georges Habache a, en fait, deux matrices : l'une palestinienne, l'autre latino américaine. C'est à la même époque, en effet, que se manifestent au Brésil Carlos Marghela, auteur d'un mini-manuel de guérilla urbaine, et le mouvement des Tupamaros en Uruguay, qui entament leur « guérilla urbaine ».

Au premier constat, on voit que le terrorisme moderne est né comme un substitut à la guérilla que ces organisations latino-américaines ou palestiniennes se révélaient incapables de mener. Le terrorisme n'est donc pas une innovation. De nombreux mouvements de libération y avaient eu recours, dont le Front de libération national algérien. Mais la plupart des mouvements de lutte contre le colonialisme européen ne se limitait pas au terrorisme, bien qu'on puisse citer les organisations terroristes sionistes Irgoun et Stern, et l'EOKA chypriote, dirigés, dans un cas comme dans l'autre, contre l'occupation britannique. La majorité des mouvements se contentaient cependant d'utiliser des actes à caractère terroriste en sus d'une guérilla dans l'optique du contrôle d'une partie du territoire.

Le terrorisme a été sujet à plusieurs mutations. Du terrorisme spectaculaire depuis les jeux olympiques de Munich en 1972, lors duquel onze athlètes israéliens furent tués, le phénomène a connu un glissement au terrorisme de coercition diplomatique tel qu'il a été utilisé indirectement par l'Irak, la Syrie et la Libye ; la généralisation et l'internationalisation de cette pratique et la rôle parfois pervers que jouent les médias occidentaux comme relais d'actes à caractère surtout psychologique. Car la dimension proprement militaire du terrorisme est relativement négligeable. De nos jours, largement inspiré par la révolution iranienne, le terrorisme prend une forme religieuse. Face à tout ce qui précède, nous nous confrontons à la complexité du terrorisme dont les conséquences ne cesse d'inquiéter le monde entier. Cette complexité demeure aujourd'hui une barrière majeure à la lutte antiterroriste. Vaincre cette pratique, l'éradiquer, ne serait certainement pas atteint dans

un avenir proche, cette lutte connaîtra un long chemin, elle demandera certainement beaucoup de patience à ces organisateurs. Le pont est trop loin, surtout que le phénomène a donné accès à une nouvelle forme de richesse contrôlée par des lobbies, des organisations mafieuses ou certains Etats, la drogue.

PREMIERE PARTIE

LA COMPLICITÉ TACITE DES ETATS

De l'assassinat des monarques à la terreur de masse

Les événements qui précédèrent immédiatement la Première Guerre mondiale en Bosnie sont évidemment mieux connus en raison des conséquences cataclysmiques qu'ils devaient avoir sur l'ordre mondial. Ce sont également des groupes nationalistes mécontents, formés d'intellectuels serbes de Bosnie, d'étudiants et même de lycéens, regroupés sous le nom de Mlada Bosna , ou Jeune Bosnie, qui luttèrent contre la souveraineté persistante des Habsbourg. C'est bien un membre de Jeune Bosnie, Gavrilo Princip, qui, en assassinant à Sarajevo l'archiduc François-Ferdinand de Habsbourg le 28 juillet 1914, mit en branle la succession d'événements qui aboutit au déclenchement du premier conflit mondial.

A la même époque évoluait le principal et la société secrète panserbe Narodna Obrana (Défense du peuple), crée en 1908 pour développer la culture serbe et les activités nationales. Elle s'oriente bientôt vers une action subversive, et entreprit régulièrement des actions antiautrichiennes, souvent à caractère terroriste, principalement en Bosnie. L'auteur de l'assassinat de l'archiduc cité tout haut était un jeune originaire d'Herzégovine, manipulé par un officier de l'armée serbe lié à Narodna Obrana. Ce dernier avait déjà tenté de tuer le gouverneur de la Bosnie. Narodna Obrana comptait dans ses rangs de hauts dignitaires du gouvernement serbe. L'implication ou encore les liens obscurs du gouvernement se sont accentués en 1911 lorsque l'une des factions la quitta pour fonder « Ujedinjenje ili smrt » (l'Union de la mort) plus connu sous l'appellation de « la main noire ». Ce groupe continuait d'entretenir des liens étroits avec sa formation d'origine, était largement composé d'officiers de l'armée serbe en activité. Il était dirigé par le chef du renseignement de l'état-major de l'armée serbe, ce qui donnait au groupe les possibilités de formation, d'accès à des matériels et aux moyens de renseignement ainsi qu'une base arrière. Ceci évoque le phénomène contemporain du terrorisme soutenu par les Etats à travers l'assistance, le soutien et l'encouragement, actifs et souvent clandestins, offerts par un pays étranger à un groupe terroriste.

L'apparition du terrorisme moderne financé par les Etats

Au milieu des années 80, on constate l'apparition de « terrorisme à gages » professionnels. Pendant les années 90 se développe ce qu'on pourrait appeler le terrorisme « amateur », qui entretient peu ou pas de lien avec un groupe terroriste existant. Ces nouveaux paramètres amplifient le processus de transformation de du terrorisme, qui devient un phénomène dont on peut dire qu'il est de plus en plus diffus, de moins en moins précis. C'est ainsi qu'on voit émerger le développement d'un terrorisme financé par les Etats.

Un phénomène qui persiste

Il est indéniable que certains Etats se sont engagés très tôt dans différents types d'activités illicites ou clandestines, notamment l'usage systématique de la terreur contre leurs ennemis, qu'ils soient intérieurs ou extérieurs. Ainsi, l'élimination par les nazis des juifs , des gitans, des communistes et des homosexuels, des opposants politiques et de tous les « ennemis de l'Etat » en Allemagne, et la totale implication de militaires serbes dans l'entretien des troubles anti-Habsbourg en Bosnie, à la veille de la Première Guerre Mondiale , constituent deux exemples évidents de l'usage par un Etat du terrorisme , de

manière directe ou indirecte. Ces deux exemples, parmi tant d'autres que nous fournit l'histoire, se distinguent toutefois du terrorisme sponsorisé par les Etats tel qu'il est apparu au début des années 80 : certains gouvernements, depuis cette période , en sont venus à considérer le terrorisme comme un instrument délibéré de politique étrangère : un moyen , qui a son prix, de faire la guerre de façon cachée, en utilisant des combattants de substitution ou des « terroristes à gages » .

L'événement qui symbolise le mieux l'apparition du terrorisme soutenu par un Etat , pour en faire une arme ou un instrument de politique étrangère , est sans doute la prise de 52 otages américains à l'ambassade des Etats-Unis de Téhéran par un groupe militant d' « étudiants » iraniens , en novembre 1979. Cet épisode interminable leur permit, d'une manière exceptionnelle, d'attirer l'attention des médias, de faire connaître leur antiaméricanisme , et même d'empêcher la réélection du président des Etats-Unis. La suite des événements a permis de comprendre qu'il s'agissait d'une manipulation du régime de Khomeyni contre les Etats-Unis, ainsi que contre d'autres pays occidentaux les chefs religieux de l'Iran, également les dirigeants des autres Etats de la région mis au ban de la communauté internationale, la Libye, la Syrie, l'Irak notamment, qui cherchaient à supprimer l'influence occidentale (tout particulièrement américaine) au Moyen-Orient , tirèrent les leçons de cet événement . Cette voie de faire se révélait être de moyens relativement bon marché et, quand ils étaient correctement exécutés, quasiment sans risques, d'attaquer de façon anonyme des ennemis plus puissants, et donc d'éviter la menace de représailles ou les mesures de rétorsion internationales.

Les motivations du terrorisme d'Etat

Du point de vue des terroristes, les avantages découlant du soutien d'un Etat encore plus grand. Une telle relation améliore de façon appréciable les possibilités et la capacité opérationnelle de groupes terroristes, qui seraient beaucoup plus limitées sans cette aide : ils ont à leur disposition un appareil d'Etat complet, avec ses ressources diplomatiques, militaires et de renseignement ; les fonctions d'organisation et d'espionnage sont ainsi grandement facilitées. Le support logistique fourni par des Etats permet aux terroristes des luxes qu'ils ne pourraient pas s'offrir autrement : transport d'armes et d'explosifs par la valise diplomatique, fausses identités établies par de vrais passeports, ambassades et représentations diplomatiques utilisées comme caches, bases opérationnelles ou refuges. Cette pratique permet d'autre part aux terroristes d'excellentes conditions d'instruction militaire et d'entraînement. Enfin, les terroristes sont souvent fort généralement rétribués pour leurs services, ce qui transforme des organisations dépourvues de surface financière en des structures puissantes, qui bénéficient de budgets d'investissement et de bilans largement positifs.

L'égoïsme du partage d'information

L'égoïsme du partage d'information par les Etats s'avère préjudiciable. Les services secrets américains disposaient indubitablement d'informations sur l'existence et les activités de Ben Laden et de son organisation. Intervenant devant le Sénat américain, le 2 février 1999, le directeur de la CIA, G. Tenet, déclarait : « il n'est pas sans douteux qu'Oussama Ben Laden, ses alliés en divers points du monde et ses sympathisants préparent de nouvelles attaques contre nousl'organisation de Ben Laden a des liens littéralement dans le monde entier, y compris aux Etats-Unis ; lui-même a annoncé sans ambiguïté, à plusieurs reprises, qu'il prenait pour cible tous les américains ». au su de ces informations, les services de sécurité n'ont consenti les efforts nécessaires pour contrecarrer les actions de Ben Laden. De surcroît, au mois de juillet 2001, il a été révélé par un agent de la FBI en Arizona que les

écoles de pilotage des Etats-Unis pouvaient être utilisées pour la formation des terroristes. Là encore, on ne l'avait pas prise en considération.

Le rôle des Etats-Unis

Le paradoxe est que cette organisation n'aurait pu être mise sur pied sans l'aide des services secrets américains. Il y a lieu de croire que les services américains approchèrent Ben Laden peu après la fin de ses études à l'université Abdel ibn Séoud de Djedda, alors qu'il était plongé jusqu'au cou dans la lutte contre les troupes soviétiques en Afghanistan. L'objectif majeur était l'enlèvement de l'Union Soviétique en Afghanistan, envisagé par les Etats-Unis. L'activité de Ben Laden servira à créer un « Maktab al-Hadamaté » (Bureau de services) et ouvrir ensuite, dans différents pays, des bureaux de recrutement afin de compléter les rangs de la guérilla contre l'URRS, était autrement plus précieuse. L'un des bureaux fut même ouvert aux Etats-Unis. Il envoya en Afghanistan des milliers de mercenaires, organisa des camps d'entraînement sur les territoires afghan et pakistanais. L'idée de l'utilisation des missiles Stinger proviendrait de Ben Laden. Dans son action contre les troupes soviétiques, Ben Laden collabora étroitement avec la CIA sous la direction de la quelle fut effectuée l'opération « Cyclone » qui mit à la disposition des combattants afghans un budget pouvant aller jusqu'à cinq cent millions de dollars par an.

L'impact du terrorisme sponsorisé

L'impact du terrorisme sponsorisé par des Etats sur les autres formes du terrorisme est profond. Sa raison d'être correspond moins à l'obtention de retombées publicitaires qu'à la poursuite d'objectifs de politique étrangère. Sa méthode fait appel à la violence anonyme. Les contraintes qui s'exercent sur lui sont moins fortes que celles qui affectent le terrorisme classique. En outre les terroristes financés par un Etat se préoccupent peu de l'adhésion de la population locale. Ainsi, cette forme de terrorisme peut s'engager dans des actions violentes qui sont éminemment plus destructrices et sanglantes que celles commises par des groupes agissant pour leur propre compte. Le terrorisme soutenu par les Etats a également été employé de façon beaucoup discriminante pour éliminer la contestation extérieure. des personnalités en exil de l'opposition, des dissidents politiques, des défenseurs des droits de l'homme, des journalistes, des humoristes et des dessinateurs politiques ont été intimidés et dans certains cas assassinés sur ordre de gouvernements étrangers. On se souvient de ces agents bulgares qui utilisèrent la pointe empoisonnée d'un parapluie pour assassiner le dissident Georgi Markov sur un pont de Londres en 1978³.

Le parrainage du terrorisme par des Etats est un phénomène qui existe encore aujourd'hui. En 1996 par exemple, le département d'Etat recensait sept pays soutenant le terrorisme : Cuba, l'Iran, l'Irak, la Libye, la Corée du Nord, le Soudan et la Syrie. A l'exception du Soudan qui est apparu en 1993, les autres pays étaient dans le système dès l'origine sur cette liste. On note cependant que les sanctions économiques et les représailles militaires envers ces pays se sont révélées inefficaces pour les ramener à l'ordre. Elles ont plutôt produit l'effet inverse de celui visé.

Pour les sept pays identifiés par le département d'Etat, le terrorisme demeure donc un outil utile et parfaitement intégré à leurs politiques étrangères respectives : une arme clandestine à brandir lorsque la situation est appropriée et les bénéfices palpables, mais qui reste rengainée quand les risques liés à son utilisation dépassent les gains potentiels, et improductifs.

³ la pointe acérée du parapluie contenait du ricin, un poison classé en troisième position après le plutonium et le botulisme

Pour l'Etat sponsor, cette méthode est choisie à dessein, délibérément employée pour atteindre des objectifs spécifiques, à coût acceptable. De ce point de vue, l'attachement de terroristes, en tant que « soldats de substitution » ou mercenaires, à différents régimes mis au ban de la communauté internationale s'est sans doute amplifié depuis la guerre du Golfe de 1991.

La double tactique des Etats-Unis

Hier, en Afghanistan, on a vu comment l'implication d'un bon nombre de pays sous la houlette des Etats-Unis a été à l'origine du grand terrorisme. Tout a commencé lors de la lutte contre l'envahisseur qui s'avérait être la composante soviétique, une organisation multinationale s'est mise en place : les Etats-Unis financent, l'Arabie Saoudite apporte des troupes, sous la férule d'ISI, les services secrets pakistanais, en armant la résistance, celle de Massoud, le seigneur de la guerre sans oublier les moudjahiddines. Le rôle du Pakistan et celui des pays alentours sont plausibles dès 1999.

La Pakistan a toujours conçu l'Afghanistan comme une menace géopolitique. En 1947 Kaboul a été la seule capitale au monde à ne pas voter l'admission d'Islamabad aux Nations Unies. Après le départ des Soviétiques, ils ne voulaient, en aucun cas, d'un Etat indépendant appuyé par l'Inde et qui avait des revendications sur des territoires autrefois annexés par les Britanniques et laissés au Pakistan. Il était essentiel pour Islamabad que le gouvernement qui prendrait le pouvoir à Kaboul lui soit complètement lié et inféodé. De sorte qu'un Afghanistan post-soviétique ne puisse plus jamais devenir une base hostile.

Pendant la seconde moitié de la guerre froide, les Etats-Unis cherchèrent et trouvèrent des alliés bien disposés parmi les puissances du Moyen-Orient – l'Egypte, le Maroc, le Pakistan, l'Arabie saoudite, la Jordanie et bien d'autres, qui étaient, eux aussi favorables à la lutte contre le communisme et prêts à déployer des brigades de moudjahidin. Ces derniers étaient envoyés en guise d'intermédiaires pour combattre les forces communistes qui étaient une menace stratégique selon les Etats-Unis. Agissant par l'entremise de groupements secrets à l'instar du Safari Club et la CIA, ainsi que les services secrets égyptiens, français, britanniques, iraniens et israéliens, ces guerriers de l'islam étaient formés et encouragés à chasser les Soviétiques, initiative qui a si bien atteint le but escompté. Cependant, fervents défenseurs de la cause islamique, ils continuèrent leur lutte, l'expérience afghane leur a conféré les armes pour faire valoir leur nouvelle vision de l'islam en faisant volte face, le « chien » mord son propre maître. De nouvelles alliances voient le jour (par exemple entre le Pakistan et les taliban) sous les yeux impuissants et complices de l'opinion internationale malgré les avertissements et la lutte que menait le commandant Massoud. Les Etats-Unis n'ont décidé d'intervenir qu'après avoir été victime de son propre « chien ». Une scène diplomatique qui ressemble fort bien à une histoire d'amour qui a mal tourné ou plutôt un mariage d'intérêt.

Le Pakistan joue et gagne

En partant de la volonté américaine, le Pakistan après avoir soutenu les moudjahiddines, avait mis en place l'organisation taliban qui s'est amplifiée dès 1992. Cette entité a été conçue au visage du modèle iranien comme le souhaitait les Etats-Unis et c'est ce modèle que ces derniers voulaient voir en Afghanistan, mais avec des sunnites. C'est ainsi que le Pakistan a proposé les talibans. Il est à noter que les talibans et le djihad antisoviétique qui a donné naissance au premier sont essentiellement une création du puissant service de

renseignement pakistanais, l'Inter-Service Intelligence (ISI). C'est au milieu des années 1980 que le visage du djihad fut détourné à l'option religieuse. Des négociations de reconnaissance étaient en cours avant les attentats du 11 septembre 2001, contre l'extradition de Ben Laden. le jeu stratégique que dissimule toute cette coopération est le contournement de l'Iran chiite par son aile est, puisque l'aile ouest est bloquée par la guerre Iran -Irak . la pression des lobbies féministes américains a été à l'origine de l'échec de la reconnaissance de l'organisation taliban par l'administration Clinton. Cette politique américaine a fait engendrer un monstre qui s'est déchaîné sur le peuple afghan. En armant la résistance des groupes étrangers venus de l'extérieur, on a lancé des renards sur les poules. Le Pakistan exploite ainsi l'erreur des Etats-Unis en voulant saisir l'opportunité pour faire de l'Afghanistan sa cinquième province avec un statut de protectorat. Ce projet était finalement possible avec les talibans. Ben Laden retourne contre ces soutiens ne supportant pas l'influence américaine dans la région. Ce dernier n'a jamais accepté sa mise en marge par les Etats-Unis dans la libération du Kuwait face à l'Irak, l'implantation d'une base américaine en Arabie Saoudite et enfin l'indifférence de la communauté internationale vis-à-vis de la position du Pakistan.

Il n'y a pas que le Pakistan qui tire profit de la situation, on peut constater que l'industrie américaine de l'armement retrouve son dynamisme quelques mois après l'élection de Georges Bush. Elle se voit remboursée des sommes investies dans la campagne des Républicains. Tandis que les Etats-Unis s'enlisent sur le terrain militaire, ils rebondissent donc sur le terrain économique. La certitude est que plus la guerre durera, plus il faudra renouveler les stocks d'armement, sans compter le dégraissage inespéré de l'économie américaine imputé aux attentats de New York et Washington, ceci vient à point alors même que l'économie américaine s'enfonçait dans le marasme et avait déjà entrepris des licenciements dans les secteurs.

Les grands outsiders

On ne saurait oublier le rôle jouer par les grands outsiders qui sont la Russie, la Chine et l'Inde, la Chine et l'Egypte. La Russie a saisi la situation pour sortir de l'isolement international où elle était confinée, et peu arguer du fait qu'elle apporte son soutien à la lutte contre les talibans. Quant à la Chine, son soutien dans l'ombre au Pakistan est avéré et peut enfin espérer qu'on ne lui parle plus des droits de l'homme au Tibet ou ailleurs. Du côté de l'Inde qui est en train de devenir un partenaire privilégié des Etats-Unis peut enfin demander la médiation de la communauté internationale pour la résolution du conflit au Cachemire. En nous référant à la France, on constate son attitude à l'issue de l'embargo appliqué par les Etats-Unis en 1998 vis-à-vis du Pakistan. La France a toujours maintenu d'excellentes relations avec le Pakistan pour la poursuite des essais nucléaires pakistanais. Il est à noter que c'est la France qui a vendu au Pakistan l'équipement nécessaire au nucléaire civil. Cette situation insinue une crainte dans les relations de ce pays avec les talibans dans le cadre des armes de destruction massive. Selon un mémorandum d'information du conseil de sécurité nationale américaine datée du 29 avril 1999, la ville d'Hérat aurait été utilisée à cette période par Al-Qaida pour stocker du matériel nucléaire⁴. On note de surcroît que les tests réalisés par l'armée américaine à l'issue des bombardements sur le Kurdistan irakien ont révélé la présence d'agents neurologiques très puissants.

⁴ rapport de la commission du 11 septembre, note 181 du chapitre 4

La Syrie, base arrière

La Syrie ne demeure pas moins un acteur important dans facilitant la montée du terrorisme international islamiste. Les préparatifs d'assassinat du diplomate américain en Jordanie dans le courant de l'année 2002 sont exécutés en Syrie sous la diligence de Zarkaoui. Le diplomate américain répondant au nom de Laurence Foley, âgé de 60 ans, rattaché à l'agence américaine pour le développement international (USAID), a été abattu au cœur d'Amman dans son garage de huit balles tirées à bout portant. Cette opération suppose un soutien logistique et organisation complexe, en l'occurrence la capacité de l'organisation Al-Qaida.

Cette opération met en évidence le rôle encore méconnu de la Syrie dans le soutien aux réseaux de Zarkaoui. La Syrie constitue aujourd'hui la base arrière logistique et opérationnelle de Zarkaoui après sa fuite d'Afghanistan à la fin des l'année 2001 et au début de l'année 2002. Ce pays est un véritable carrefour offrant une ouverture sur l'Irak, un pont vers la Jordanie, cible de Zarkaoui. Elle devient ainsi le pivot du terrorisme islamiste à un tel point qu'il est qualifié de « Pakistan de l'Irak » en raison de sa bienveillance envers les terroristes islamistes et de la protection qu'il leur apporte. Ses services de renseignements oeuvrent au profit de la sphère terroriste, des lettres saisies sur certains membres le dévoilent⁵. Les quinze services de sécurité syriens sont reconnus être les mieux informés du Proche – Orient.

L'Iran quant à elle a joué un rôle ostentatoire dans la protection des djihadistes suites aux frappes américaines en Afghanistan. Pris au piège, un bon nombre de djihadistes avaient bénéficié de la complicité de l'Iran pour s'exfiltrer sur son territoire où ils résideront pour se réorganiser. Les autorités américaines n'hésiteront de mettre en garde le régime iranien pour sa politique jugée trop laxiste envers les partisans d'Al-Qaida en fuite.

L'Irak terroriste : du mythe à la vérité

Faisant attrait à l'Irak, ce pays héberge aujourd'hui un réseau terroriste meurtrier sous la supervision de Zarkaoui, associée et collaborateur d'Oussama Ben Laden. La présence du premier sur le sol irakien dans la tourmente actuelle donne raison à l'allégation de Colin Powell, lors de son réquisitoire devant le Conseil de Sécurité des Nations Unies le 5 février 2003. le dogme du terrorisme d'Etat se dévoile une fois encore, mais Ben Aden, cependant incarne le contraire du terrorisme d'Etat. Ces liens sont d'abord personnels. On sait qu'il a établi beaucoup de liens avec des autorités tant irakiennes que soudanaises mais dans des cadres purement personnels. Par ailleurs ses multiples contacts avec les dirigeants de l'usine de production chimique Al - Shifa au Soudan dont il est aussi membre ont contribué au développement d'armes chimiques. Ce qui est incontestable, c'est que les l'Irak et Ben Laden partagent tous les deux une haine envers les Etats-Unis. Ceci se traduit par les déclarations des autorités irakiennes sur les ondes au jour de l'attentat du 11 septembre. Ces deux acteurs, outre leur haine à l'égard des Etats-Unis, ont su faire converger ponctuellement leurs intérêts. Ils représentent de sérieux motifs d'inquiétude pour la communauté internationale dans le Moyen-Orient.

⁵ en décembre 2004, Ghasoub Al – Abrash Ghalyoun est en détention préventive en Espagne

LA FAIBLESSE DE L'ONU

Le manque de fermeté au départ

Les conséquences de cette logique d'association s'illustrèrent parfaitement dans les échanges entre les membres occidentaux et non occidentaux des Nations Unies à la suite du massacre des Jeux olympiques de Munich en 1972, lors duquel 11 athlètes israéliens trouvèrent la mort. le débat commença avec la proposition du Secrétaire Général de l'ONU, Kurt Waldheim : les Nations Unies ne devraient pas restées un « spectateur muet » face aux actes de violence terroriste qui avaient lieu partout dans le monde , mais devraient poser des jalons efficaces qui pourraient prévenir des effusions de sang ultérieures. Alors qu'une majorité d'Etats membres soutint le secrétaire général, une minorité contestatrice, composée surtout de pays arabes et plusieurs pays africains et asiatiques, fit dévier la discussion, prétextant que « les peuples qui luttent pour la liberté de l'oppression et l'exploitation étrangère ont le droit d'utiliser toutes les méthodes dont ils disposent, y compris la force ».

Les représentants du tiers-monde justifiaient leur position avec deux arguments. D'abord, ils soulignaient que tous les mouvements de libération authentique sont qualifiés de « terroristes » par les régimes contre lesquels ils luttent. Les nazis par exemple, qualifiaient de terroristes les groupes de résistance s'opposant à l'occupation de leur pays par l'Allemagne. Ainsi, en condamnant le « terrorisme », l'ONU prenait le parti du fort contre le faible, des entités établies contre les rivaux non reconnus, donc agissant en défenseur du statu quo. Deuxième argument mis en avant par les représentants du tiers-monde : ce n'était pas la violence en soi qu'il fallait souligner, mais ces « causes profondes », à savoir « la misère, la frustration, l'injustice et le désespoir » qui produisent les actes de violence. Cette difficulté de parvenir à une définition eut pour conséquence d'étouffer les efforts de l'ONU dans la recherche de progrès substantiels dans la coopération internationale contre le terrorisme.

L'approche opposée, ou l'identification aux victimes détermine la qualification d'un acte violent de terroriste, est évidente dans les conclusions d'un groupe de travail parlementaire européen de l'OTAN. Le rapport final du sous-comité au terrorisme de l'OTAN déclare : « le meurtre, l'enlèvement, l'incendie volontaire et autres actes délictueux constituent des comportements criminels, mais beaucoup de nations non occidentales se sont montrées réticentes à condamner comme actes terroristes ce qu'elles considèrent être des luttes de libération nationale ». Selon ce raisonnement, la caractéristique qui permet de définir le terrorisme est constituée par l'acte lui-même et non par des raisons ou justifications qui le motivent. Nous constatons qu'aucune solution satisfaisante ne nous est offerte, pouvant faire la distinction claire entre la violence perpétrée par les Etats et des entités non étatiques comme les groupes terroristes. C'est pourquoi les terroristes clament ne pas faire de différence entre une « bombe sale » et un missile ou encore une bombe atomique larguée par les Etats-Unis sur Hiroshima et Nagasaki.

La guerre contre le terrorisme peut être considérée comme la réponse d'une nation à une entité non nationale qui cherche à négocier sa position d'une manière non traditionnelle. La dimension morale pèse de tout son poids, en particulier dans son affirmation des principes égalitaires. Pour les entités non nationales, il peut paraître légitime d'utiliser le terrorisme de se hisser au niveau d'armées beaucoup mieux équipées ; nombreuses sont les organisations internationales auxquelles se lie l'ONU pour considérer que l'usage du terrorisme est illégitime dans la négociation politique parce qu'il ne s'attaque non aux états, mais à leur composante la plus symbolique : le citoyen. Les moyens utilisés par le terroriste

pour atteindre les changements envisagés entrent en conflit avec la protection qu'accorde normalement la démocratie aux vues minoritaires qui sont censées s'opposer à l'opinion majoritaire. C'est là que le concept de la guerre préemptive apparaît et se justifie.

La solution unilatérale, alternative à l'ONU

Si le processus de paix au Proche-Orient est à même de liquider les causes de l'accroissement du terrorisme mondial, il reste malgré tout son importance, un « polygone » restreint dans l'espace et le temps. On constate cependant, indicateur essentiel, la capacité à inverser la tendance qui veut qu'on abandonne les mécanismes de l'ONU au profit de l'action unilatérale ou concertée d'Etats considérés comme les principaux acteurs de la scène mondiale.

A la fin du xx^e siècle, le développement de cette tendance a conduit à l'emploi de la force armée contre la Yougoslavie souveraine, en contournant l'Organisation des Nations Unies. Le 20 mars 2003, sans avoir obtenu la sanction du Conseil de sécurité de l'ONU et, pour tout dire, en ignorant ouvertement son avis, les Etats-Unis et la Grande Bretagne attaquent l'Irak. Il s'agit d'un système mis en place pour remplacer l'ordre mondial fondé sur le rôle de l'ONU.

Le monde n'a pas sombré dans le chaos au cours de la seconde moitié du xx^e siècle, parce que les principaux Etats – et en particulier les puissances nucléaires – devenus membres du Conseil de sécurité de l'ONU, se sont engagés à respecter les règles fixées par cette organisation internationale. L'article 4 de la Charte de l'ONU – qui prône le principe : « tous les membres de l'organisation des Nations Unies doivent s'abstenir, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace de la force ou à son emploi, tant à l'encontre de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de n'importe quel Etat, que de toute autre façon incompatible avec les objectifs des Nations Unies ». Le droit à la force n'est toléré qu'en réponse d'un ou plusieurs Etats à une agression armée contre un membre de l'ONU. En d'autre terme, l'ONU reconnaît le droit des Etats à se défendre individuellement ou collectivement. Parallèlement, l'Organisation des Nations Unies permet de réagir aux « menaces contre la paix, aux violations de la paix et aux agressions ». Le chapitre VII explique la marche à suivre.

Ce mécanisme, qui garantit « les règles de conduite » des principaux acteurs de la scène internationale et dont dépend, de fait, la stabilité à l'échelle mondiale fonctionnait au temps de la « guerre froide ». Toutefois, après l'effondrement de l'Union soviétique, qui laissa les Etats-Unis occuper, seuls, les positions qui étaient naguère celles des deux superpuissances, la situation change. Dans la seconde moitié des années quatre-vingt-dix, la démonstration en est faite, très concrètement, par les événements d'Irak. Effectuant des frappes aériennes sur ce pays et interdisant unilatéralement son espace aérien, les Etats-Unis, soutenus par la Grande Bretagne, commencent à agir en dehors de l'ONU. Pis viennent les opérations militaires contre la Yougoslavie et, aujourd'hui en Afghanistan là où ils ont eux-mêmes mis le feu à la poudre. L'histoire de la Yougoslave a ceci de notable qu'il fut finalement impossible de se passer de l'ONU : l'intervention de l'OTAN se révéla insuffisante, sans parler des contradictions apparues au sein de l'alliance atlantique. Le Conseil de sécurité prit la décision d'envoyer au Kosovo un contingent international et tous s'y plièrent. A ce stade, une solution fut donc trouvée, sous la forme d'un retour aux pratiques onusiennes

Au demeurant, le recours à la force, en dehors de l'ONU, contre des pays rattachés par la suite – selon la classification américaine – à « l'axe du Mal », est désormais légitimé par la théorie de « l'ingérence humanitaire ». Selon elle, un Etat ou un groupe d'Etats peut assumer la responsabilité d'une intervention armée contre des régimes qui, de son point de vue, conduisent leur pays à une « catastrophe humanitaire ». Par « catastrophe humanitaire », il convient de comprendre « violations massives des droits de 'homme ». Cette position soutenue par une minorité, essentiellement les Etats-Unis et certains membres de l'alliance atlantique, estimant que dans le cas « d'opérations humanitaires », il convient de s'écarter de la pratique onusienne jugée trop « rigide », est en fait rejetée par la Russie qui se prononce pour le maintien des principes de l'ONU afin d'éviter l'emploi de la force sur la base d'appréciations subjectives et sans aucun contrôle de la part du Conseil de sécurité.

LE JEU DES ONG

Le rôle malveillant des ONG

Force a été de constater que dans la zone de repli d'Al-Qaida à Peshawar et à Hayatabad où était installé le saoudien Ben Laden au milieu des années 1980 avec sa famille, l'implication de la Wafa Organisation, l'une des organisations humanitaires islamiques, dans le fonctionnement du groupe. Cette ONG, originaire de Jordanie, est caractérisée de radicale et terroriste par le comité des sanctions des Nations Unies contre Al-Qaida et les talibans. Les renseignements ont révélé les liens de Zarkaoui notamment sur son assistance à ce dernier dans la fourniture de faux papiers et l'organisation des voyages et les transactions de fonds. L'aide financière est également relayée par un certain nombre d'organisation caritatives du Golfe, comme l'Assemblée mondiale des jeunes musulmans , fondée en Arabie saoudite , et très suspectée d'entretenir des liens avec les organisations terroristes . Sur le tableau figurent aussi une organisation saoudienne, l'organisation du secours islamique mondial.

DEUXIEME PARTIE

L'INSTABILITE DU MOYEN ORIENT

Le Moyen Orient va connaître de divers processus et tendances typiques de la seconde moitié du xx^e siècle. Le sursaut de conscience général des masses musulmanes, qui a suivi la décolonisation, a bien souvent pris la forme d'un islamisme militant radical. La « guerre froide », avec l'affrontement des deux camps opposés, a conduit chacun d'eux à tenter, quels que soient les moyens d'y parvenir, d'attirer de son côté le plus grand nombre possible d'organisations de tout genre. L'entrée des troupes soviétiques en Afghanistan aura permis aux Etats-Unis de se rapprocher des groupes musulmans les plus réactionnaires, qui sont nés et se sont lancés dans l'action avec le concours direct des américains.

Cependant, après la fin de la « guerre froide » et le retrait de l'Afghanistan du contingent soviétique, la situation change. Les organisations musulmanes radicales réorientent leur combat, voyant désormais les Etats-Unis comme leur principal adversaire. Ces Etats qui étaient naguère séparés, cherchent à unir leurs efforts et créer un monde plus juste, permettant à l'islam de monter en puissance. Le choix des islamistes de mettre l'accent sur certains aspects religieux, purement formels et rattachés de très loin à l'histoire et à la nature de l'islam, est caractéristique.

La privatisation et l'autonomie du terrorisme

A l'issue d'une franche collaboration avec les Etats-Unis, Ben Laden se détache et fait un revirement de cent quatre-vingts degrés après le retrait des troupes soviétiques. Il se mue en organisation anti-américaine. Elle ne compte plus seulement des arabes mais des musulmans sunnites de diverses nationalités. En février 1998, Al-Qaïda appela l'ensemble des musulmans à tuer en tous lieux les ressortissants américains, militaires et civils ainsi que leurs alliés. Force est de constater ce revirement par d'autres groupes terroristes, le cas du Hamas qui faisait contrepoids à l'Organisation de la Libération de la Palestine, qui quitte la tutelle israélienne pour réorienter complètement son action. Al-Qaïda va vite avoir l'expérience des opérations terroristes et, ainsi commencer à agir sur la géographie de la terreur qui va s'élargir au Yémen, à la Somalie, aux Etats-Unis et partout où le vent l'amène.

La seconde moitié des années quatre-vingt-dix voit la mise en place en Afghanistan d'une infrastructure terroriste ramifiée, comprenant des camps d'entraînement et des postes de commandement coordonnant l'action de groupes de combat en Egypte, Algérie, Inde, Arabie Saoudite, au Tadjikistan et ailleurs ; les terroristes se dotent alors de moyens de communication par satellite, d'imprimerie et d'importantes réserves d'armes de la dernière génération.

Les risques de l'utilisation des ADM

Aujourd'hui, une inquiétude s'affiche au monde, l'accès à l'arme nucléaire et autres armes de destruction massive aux organisations terroristes. Tout concourt en ce début du xxi^e siècle à augmenter les moyens dont dispose la terreur pour s'approprier des armes de destruction massive. Toute l'attention est rivée sur l'Iran qui persiste dans la voie de l'enrichissement de l'uranium ainsi donc la recherche de la maîtrise de l'énergie nucléaire pouvant lui donner la capacité de la technologie de l'arme nucléaire. L'acquisition de cette technologie par l'Iran serait un risque à en révéler l'opinion internationale, face au

courant idéologique et la prolifération des groupes terroristes dans cette région du monde. Il est à noter que Ben Laden exprimait déjà le sentiment de possession de ce genre d'arsenal. Il avait déclaré que l'obtention de ce type d'arme était une « cause sacrée », en ajoutant : « l'usage que nous en ferons ensuite ne regarde que nous ». Quatre facteurs justifieraient la crainte de la possession de la possibilité d'acquisition de ces types d'armes. Nous notons l'indépendance des organisations, leur pouvoir financier, la miniaturisation de nos jours des armes, les nouveaux réseaux d'informations qui permettent de contourner les obstacles. Les informations indiquent également que Ben Laden aurait deux physiciens nucléaires pakistanais dans son organisation sous le règne des Talibans, ces derniers seraient en mesure de fabriquer des « bombes sales » (à base de substances toxiques issues des déchets).

Fondamentalisme et extrémisme : deux notions à ne pas confondre

Il importe, pour tenter de cerner l'avenir du monde musulman et de ses relations avec le reste de l'humanité, de distinguer le fondamentalisme et l'extrémisme islamiques. Le premier, comme n'importe quel fondamentalisme religieux, prône l'éducation religieuse, l'accomplissement des rites dans la vie quotidienne. Le second vise à imposer par la force, y compris à l'étranger, un modèle d'Etat islamique, des règles de conduite islamique et de la société. Par la force, répétons-le, c'est un point essentiel. On peut expliquer pourquoi, au cours des dix dernières années, le fondamentalisme islamique a accru son influence. Cela tient incontestablement à l'effondrement du système colonial – une part considérable des colonies et des territoires dépendants était peuplée de musulmans – et à l'apparition sur la carte du monde de dizaine d'Etats musulmans souverains. Sous ce rapport, le fondamentalisme est lié à l'augmentation de la conscience nationale, un processus qui avait été freiné sous le régime colonial.

Le fondamentalisme islamique se nourrit aussi de l'actuelle division Nord/Sud du monde, le Nord étant peuplé de nantis, à la différence du reste de la planète auquel appartient la majorité des pays musulmans. On verra aussi dans l'impact croissant du fondamentalisme une réaction aux manifestations les plus choquantes de la culture de masse, qui sape pour une bonne part les fondements moraux de la société.

Les perspectives de développement de la société islamique dépendent directement du rapport de force entre deux courants : le fondamentalisme et l'extrémisme. Le fondamentalisme islamique peut se défaire une bonne fois de sa tendance extrémiste et opter pour une démocratie islamique, proche des valeurs traditionnelles. Il va de soi que cette démocratie se distinguera du modèle occidental, ni plus ni moins que ne s'en distingue la démocratie indienne.

La frontière entre fondamentalisme et extrémisme a tendance à s'effacer quand la population islamique fait sienne l'idée séparatiste – comme cela s'est produit au Kosovo ou dans la partie musulmane de la Macédoine – ou encore lorsqu'elle veut montrer sa solidarité avec un pays musulman confronté à une agression extérieure.

Jusqu'à l'intervention en Irak, la guerre antiterroriste des Etats-Unis a bénéficié d'un large soutien mondial. Les choses ont commencé à changer lorsque les Américains envisageaient de laisser de côté le problème de l'Afghanistan, loin d'être résolu, pour focaliser leur attention sur l'Irak, dans le but de renverser le régime de Saddam Hussein. L'Irak n'a rien n'a voir avec les actes de terrorisme perpétrés contre des objectifs américains, à l'étranger et aux Etats-Unis. Il n'a jamais apporté son concours à Al-Qaida, ni pour entraîner des combattants ni en soutenant le groupuscule extrémiste Ansar Al-Islam que l'on accuse

d'avoir donné asile à des membres d'Al-Qaida et qu'il tente de déstabiliser le Kurdistan irakien.

Cependant on constate qu'au sommet de la ligue arabe de mars 2002 à Beyrouth, les dirigeants de vingt-deux pays arabes avaient fait part de leur intention de mettre fin au conflit avec l'Irak. Aussitôt l'Arabie Saoudite ouvrait un passage dans sa frontière avec ce pays, la Syrie et le Liban amorçaient une normalisation de leurs relations avec Bagdad, l'Irak rendait ses archives au Koweït et acceptait d'entamer des négociations à propos des Koweïtiens portés disparus durant la guerre du Golfe. L'Iran et l'Irak engageaient en outre des pourparlers concernant les réfugiés, les compagnies aériennes de Jordanie effectuaient cinq vols par semaine entre Amman et Bagdad, des officiels et des hommes d'affaires turcs commençaient à se rendre en Irak.

L'odeur du pétrole

Le pentagone et la CIA savaient parfaitement que l'Irak ne représentait plus une menace dans la région. Ils savaient aussi que le centre pharmaceutique d'Al-Dora , dans la banlieue de Bagdad, et la fabrique de pesticides et d'herbicides de Falloudja, à l'Ouest de la capitale irakienne , tous deux soupçonnés de produire des armes bactériologiques et chimiques , avaient été détruites pendant la guerre de Golfe. L'usine de Falloudja l'avait même été une seconde fois en décembre 1998, durant l'opération « Renard du désert ».

Le plus effrayant est que les organes américains de la défense ont toutes ces informations. Un bon nombre d'accusations portées par les Etats-Unis contre l'Irak sont infondées, l'objectif pour les Américains étant de mettre le pays en feu et à sang et déstabiliser la région, mais pour quel but et à quel niveau. D'autre part, l'argument avancé par les Etats-Unis sur l'imminence de la possession de l'arme nucléaire par l'Irak avait été contredit par le rapport de l'Agence Internationale de l'Energie atomique, datant de 1998. Les experts clament ne pas déceler des indices à l'époque mettant en évidence les accusations. Il est à noter également que l'hostilité américaine envers le régime de Saddam Hussein fut loin d'être une constante. L'administration Reagan, par exemple, non seulement considérait l'Irak comme un contrepoids aux islamistes, mais lui apportait son soutien.

Il convient de reconnaître que la grande pierre d'achoppement fut l'attitude de l'Irak envers les inspecteurs de l'ONU. Bagdad affirmait que la mission des inspecteurs de l'ONU n'était pas ce qu'elle disait être. Selon certaines sources, les Etats-Unis tentaient d'influencer le travail des inspecteurs et poursuivaient des «intérêts particuliers », en l'occurrence la collecte des informations sur l'entourage de Saddam Hussein et lui-même en vue d'une intervention en Irak. Les Etats-Unis voulaient déclencher une crise dans la région, préparant ainsi le terrain pour une attaque armée.

Les Etats-Unis avaient déjà le « doigt sur la gâchette », prêts à attaquer l'Irak, sous l'influence de la diplomatie russe, le président Clinton avait renoncé in extremis à intervenir militairement en Irak, et la communauté internationale soupira de soulagement. Mais au lendemain de l'arrivée de président Bush à la Maison blanche, les choses tournent à la dérision, une politique coercitive fut adoptée à l'égard de l'Irak. Les Etats-Unis se montrèrent intraitables. En décembre 1998, les bombardements et les tirs de missiles commencèrent en Irak, découlant de la présentation d'un rapport partisan au Conseil de Sécurité de l'ONU. On constate aussi qu'au moment où les dirigeants américains mettaient l'accent dans leurs déclarations sur le fait qu'ils étaient prêts à se lancer unilatéralement dans

une attaque armée en Irak, en ignorant superbement l'ONU, des pays de l'ancienne coalition de la guerre du Golfe se refusaient eux-mêmes à les soutenir.

Le Premier ministre turc fit part de ses craintes devant l'éventualité d'une opération américaine en Irak. Il émit des doutes quant aux résultats d'une telle intervention. La Turquie redoutait par-dessus tout que les frappes américaines en Irak ne favorisent la création d'un état kurde au nord de son territoire. Le ministre saoudien des affaires étrangères déclarait s'opposer à toute intervention. Le Premier ministre jordanien réfuta la rumeur selon laquelle son pays pourrait servir de place d'armes aux forces américaines, en cas d'intervention en Irak. Le Koweït lui-même, victime d'une agression irakienne en 1990, exprima son soutien aux Américains, mais pas dans le cadre d'une action unilatérale, selon les propos du Ministre de la Défense. Même aux Etats-Unis, de nombreux démocrates s'insurgèrent contre le mépris de Bush envers le Conseil de Sécurité des Nations Unies, seul organe habilité à décider d'une opération en Irak. Mais le plus dur pour Washington fut la réaction des pays européens, terriblement inquiets d'une possible décision unilatérale des Etats-Unis, concernant l'Irak. Le président Chirac jugea inacceptable le choix unilatéral des Etats-Unis.

La menace d'une division du monde

La modération du président Poutine et la politique russe dans son ensemble, en cet instant critique, s'accompagne d'une fermeté sans faille dans le refus de l'option militaire, d'autant plus dangereuse qu'elle accentuerait la division du monde selon le principe religieux, déstabiliserait une série de pays non - extrémistes du Moyen-Orient et affaiblirait le soutien international dont jouissaient les Etats-Unis depuis le 11 septembre 2001.

Tous efforts consentis sur le plan international pour éviter la confrontation armée américano irakienne ont été vains, la déception fut alarmante, une guerre commençait, sanglante, ayant fait des milliers de morts surtout des victimes civiles. Les forces en présence sont trop inégales, les troupes américaines et britanniques contre les forces irakiennes moins équipées. Cette guerre perdure, les Etats-Unis n'arrivent pas à y mettre fin, le tableau s'assombrit de jour en jour, atteignant aujourd'hui le paroxysme par la pendaison de Saddam Hussein en fin décembre 2006 sous la manipulation américaine. L'Irak n'est pas le seul pays à se trouver dans la ligne de mire des Etats-Unis, à en croire la presse américaine, la Syrie et l'Iran pourraient être les prochaines cibles, une vaste campagne de propagande a été lancée.

LA FRAGILITE DE L'AFRIQUE

L'Afrique de l'Est représente aujourd'hui une région en proie au terrorisme. Les partisans d'Al - Qaïda et un bon nombre de groupes extrémistes y évoluent d'une manière intense à un tel degré que la crainte de l'extension de leurs activités sur la mer rouge s'avère être un souci.

Le rôle du Soudan

L'action du Soudan dans la corne de l'Afrique demeure plausible. Il convient d'abord de reconnaître son soutien à l'Irak lors de la première guerre du golfe. De même ce pays a hébergé quelques grandes et célèbres figures du terrorisme à l'instar de Carlos Illich Ramirez Sanchez, extradé en France en mai 1996 et, Ben Laden après son retrait de l'Afghanistan. Ce dernier saisira l'opportunité pour rencontrer les combattants du djihad égyptien, ainsi que de nombreux membres de différents mouvements radicaux algériens et yéménites. En 1991, bénéficiant de l'hospitalité de ce pays, il s'y était investi par la création de la « Al Shamal Islamic bank » avec un capital de 50 millions de dollar. Ce dernier était également détenteur d'un site pharmaceutique qui a été détruit par les américains le 20 Août 1998. Bien qu'aujourd'hui Ben Laden ne réside plus au Soudan, on y trouve encore des structures du terrorisme international tels que l'Agence islamique d'aide à l'Afrique et la « Jamah el Jihal el-Eritrea ». Le Sud-Soudan est dans une phase de conflit qui tend à perdurer et le monde s'inquiète des trafics d'armes que cela favorise mais surtout développée par la détention des missiles sol-air de type « super Iгла » commandés par Khartoum (comparable au stinger et peut être mis en œuvre par une seule personne).

Le Kenya est certes le pays qui a payé le plus lourd tribut dans cette zone. L'attentat de l'ambassade américaine à Nairobi en Août 1998 est révélateur, avec un bilan a lourd (212 morts et 4650 blessés). Les actes d'Al-Qaïda ont été encore répertoriés par l'explosion d'une voiture piégée à Mombassa, faisant 18 victimes et, toujours dans la même ville un aéronef avait échappé de justesse à au tir d'un missile. Les intérêts israéliens étaient visés. Des dispositions antiterroristes ont été adoptées par le gouvernement mais certaines réalités pourraient handicaper cet effort, à savoir la communauté musulmane évaluée à 30% de la population et occupant surtout les villes côtières, à cela s'ajoute la perméabilité de sa frontière avec la Somalie, terroir des réfugiés afghans arabes.

La Somalie, bastion des islamistes

Quant à la Somalie, pays d'une extrême complexité, voué à une anarchie depuis 1991, il focalise l'attention des grandes puissances et de toute la communauté internationale. Plusieurs mouvements radicaux y en trouver refuge et exploitent le chaos qui y règne depuis quasiment une quinzaine d'années, pour des activités djihadistes. On y trouve un bon nombre mouvements à forte influence parmi lesquels nous citons ‘ ‘ Al-Barakat’ ’ (principale société de transfert de fonds en Somalie par laquelle la diaspora expédiait près de 500 millions de dollar par an aux familles restées au pays. Le gel de ses avoirs par les Etats-Unis a eu des répercussions sans précédents), ‘ ‘ Al-Itihaad Al-Islaami’ ’ (a été accusé en 1993 dans la destruction de deux hélicoptères américains coûtant la vie à dix huit rangers. Plusieurs attentats en Ethiopie lui ont été attribués), ‘ ‘ Al-Takfir Wal-Hijra’ ’ (a pris naissance en Egypte en 1967, il entretient un camp d'entraînement Raas Kaambooni et aurait un lien avec Al-Qaïda et Abou Moussab al-Zarqaoui) , ‘ ‘ Harakat Al-Islah’ ’ (mouvement politique réformateur dont le leader Ali Cheikh a été le président de l'université de Mogadiscio dans les années 1990.

Aussi, il paraît opportun de mentionner le regain et l'influence des "Tribunaux islamiques" encore appelés "Cours islamiques" présents dans la capitale. La Somalie n'a jamais été le théâtre d'un acte terroriste international. Les chefs de guerre sont des alliés de la mouvance d'Al-Qaïda. Ces derniers se sont toujours opposés au déploiement d'une force internationale de maintien de la paix destinée à sécuriser le retour en Somalie du nouveau gouvernement. D'autre part, ils ont tendance à rejeter la présence de militaires non musulmans.

Les investigations menées à la suite de l'attentat de Nairobi en 1998 clament la complicité de la Somalie où la planification et la confection de la bombe ont eu lieu. De même, les renseignements ont pu intercepter un contact téléphonique d'un des auteurs présumés de l'attentat de Mombassa avec Fazul Abdullah Mohamed, l'un des principaux suspects des attentats de 1998, installé en Somalie. Nous notons encore que la Somalie s'est investie dans la collecte des déchets toxiques en provenance des pays industrialisés, ce qui pourrait lui favoriser à la fabrication des bombes « sales » qu'elles soient radio actives ou chimiques. L'ONU s'inquiète des violations de l'embargo des ventes d'armes à la Somalie. Le trafic des armes transiterait par l'Ethiopie, le Yémen et l'Erythrée à bord de dhows qui mouillent le long des côtes du Puntland. Le montage se fait à Bossaso pour être acheminées à Mogadiscio ; on y trouve plusieurs types

L'Ethiopie face à Al-Qaïda

L'Ethiopie quant à elle, a régulièrement fait face à des catastrophes humanitaires aux origines diverses, et se remet à peine d'un terrorisme dans la zone Afrique de l'Est – mer rouge. Elle n'est pas directement confrontée au terrorisme international, cependant, son espace connaît une influence du terrorisme par la présence de quelques sympathisants et organisations tels que le " Front de libération Oromo" et le " Front national de libération de l'Ogaden" dont l'influence s'étend également en territoire somalien. Il est allié à l'organisation somalienne " Al-Ittihad al-islamiya" qui a tenté d'ériger un état islamique indépendant en Ogaden avec l'appui de l'Al-Qaïda.

Le Premier ministre de transition somalien, Ali Mohamded Gedi, avait jugé que si les terroristes « des tribunaux islamiques » n'arrêtent pas leur invasion et leur agression, la guerre serait inévitable en Somalie car ils ont la responsabilité de défendre le peuple. Après avoir apprécié la capacité de ses troupes et avec l'appui de l'Ethiopie, le gouvernement a pu mener une attaque éclairée avec succès, en décembre 2006, contre les tribunaux islamiques.

La politique africaine de Washington

Le président Bush annonçait que l'Amérique traquerait sans relâche les terroristes où qu'ils se trouvent et ce jusqu'en Afrique s'il fallait. Son discours n'est pas resté sans suite. Le général américain James L. Jones, commandant en chef des forces alliées en Europe au sein de l'Otan , a récemment déclaré à Bruxelles que l'Afrique représentait « une menace potentielle pour l'alliance et pour nos intérêts » (source : site Internet RFI). Autrement dit, il affirmait qu'il était temps d'agir contre le terrorisme et de sécuriser les intérêts nationaux des Etats-Unis en Afrique (nous retrouvons ici une des grandes constantes du gouvernement). Ces menaces potentielles étaient identifiées par les zones grises qui parsèment le continent africain, ces territoires de non droit constituant des repères pour les trafiquants en tout genres et des bases pour terroristes, particulièrement implantés en Afrique de l'Est (l'Afrique de l'Ouest n'est pas en reste, des ONG pensent que le réseau Al-Qaïda y est implanté, notamment au Libéria et au Sierra Leone).

Les grandes lignes de politique africaine de Washington, au travers de l'alliance, pourraient donc se résumer ainsi: présence financière mais également présence militaire lorsque le besoin s'en fera sentir (le montant global de l'aide bilatérale est ainsi passé de 1,2 milliards à 985 millions entre 2002 et 2003)

C'est donc dans cet esprit qu'il faut comprendre le déploiement américain en Afrique plus particulièrement celui de Djibouti (Djibouti offre une vue unique sur l'une des régions du globe les plus sensibles du moment qui voit passer près d'un tiers du trafic mondial d'hydrocarbures), on y trouve des éléments de la force spéciale et de la CIA (des soldats allemands et espagnols seraient également présents à Djibouti. il y est implanté la plus grande base française de l'étranger dans le cadre des accords de 1977). Ces derniers installés au camp Lemonier (ancienne base de la Légion étrangère, près de l'aéroport) ont pour missions de :

- détecter et détruire toutes menaces terroristes
- assurer la surveillance d'une zone couvrant la Somalie, l'Ethiopie, l'Erythrée, le Soudan, le Kenya mais aussi le Yémen et l'Arabie saoudite
- sécuriser le trafic maritime de la mer rouge et les points névralgiques que sont le canal de Suez et le golfe d'Aden

La petite République offre bien des atouts pour un pays en quête d'ouverture en Afrique. Elle dispose :

- du seul port en eaux profondes sécurisé de la région
- d'une région propice aux entraînements militaires (centre d'instruction du désert d'Ougoul)
- d'une proximité avec l'Ethiopie que les Etats-Unis poussent discrètement en Somalie
- d'un accès à la région des Grands lacs par le verrou du Soudan (riche en pétrole et en gaz)

De facto, en s'établissant en Afrique, les Etats-Unis font coup double : ils poursuivent la chasse aux terroristes et prennent pied sur le continent qu'ils avaient quitté après Mogadiscio (l'implication américaine prit fin après la mort de 18 soldats américains dans le cadre de ONUSOM II en 1993). Ceci explique pourquoi les Etats-Unis insistent tant à intervenir au Soudan notamment à Darfour sous un prétexte humanitaire par le biais des Nations Unies. Cette tendance au retour est appuyée par les analyses du département américain de l'énergie qui considère maintenant certains pays africains, tels que l'Angola (deuxième producteur de pétrole en Afrique dont plus de 40% est exporté aux Etats-Unis) ou le Nigeria, comme des partenaires à ne pas négliger. Premier producteur de pétrole en Afrique, le Nigeria est aussi 5ème fournisseur en brut des Etats-Unis. Quelques lobbies américains multiplient les efforts pour faire sortir le géant africain de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP). Cette manœuvre permettrait à Abuja, la capitale, de dépasser son quota OPEP et de vendre le baril moins cher.

Alors que les médias concentrent leur attention sur l'Irak, il serait temps qu'ils lient la menace des intérêts américains en Afrique à la politique que cette superpuissance mène au Moyen Orient et en Asie. Enfin, la politique américaine se dévoile, les Etats-Unis ne pouvaient s'abstenir aussi longtemps face aux exacerbations islamistes dans la corne d'Afrique, faisant obstacles aux intérêts américains. En mi-décembre, les islamistes avaient l'ambition de prendre la ville de Baïdoa, siège des autorités de transition somaliennes.

Avec son engagement militaire massif, officialisé le 24 décembre 2006, l'Ethiopie a renversé la donne en mettant les islamistes en débandade en épaulant le gouvernement de transition par une intervention musclée. Les tribunaux islamistes ont ainsi déserté leur dernier bastion la ville de Kismayo. Il s'agit là d'une guerre éclair qui ne cache en rien l'ombre des Etats-Unis qui ont aussitôt pris le contrôle des côtes maritimes avec l'envoi des portes avions. L'une des pages les plus sanglantes de la Somalie vient de tourner depuis la guerre civile débutée en 1991.

TROISIEME PARTIE

L'INTERNATIONALISATION DU TERRORISME

L'incubateur du terrorisme

La fin du premier conflit israélo-arabe en 1949 introduisit deux facteurs politiques nouveaux au Moyen-Orient : l'Etat d'Israël et les réfugiés palestiniens qui en étaient exilés. Pendant le conflit, beaucoup d'habitants arabes de Palestine avaient abandonné leurs maisons pour se mettre en sécurité dans les pays voisins. Certains étaient partis volontairement. D'autres avaient été contraints de fuir devant l'avancée des forces israéliennes. L'exode des Arabes palestiniens ne cessa pourtant pas avec la fin des combats. La crainte des représailles israéliennes, ainsi que l'espoir que les armées arabes vaincues se ressaisiraient rapidement pour reprendre le combat contre Israël, avaient convaincu beaucoup de Palestiniens que l'exil temporaire dans les pays de leurs frères arabes valait mieux que de rester dans le nouvel Etat juif.

Entassés dans des camps de réfugiés de fortune en Jordanie, en Syrie, au Liban et en Egypte, les Palestiniens rêvaient du jour où les armées arabes rassemblées détruiraient Israël pour leur permettre de rentrer chez eux. Les pays arabes de leur côté, découragés par la défaite cinglante infligée par des forces israéliennes inférieures en nombre, n'avaient le désir de déclencher un nouveau conflit. Au contraire, les leaders arabes de la région firent des conditions misérables de l'exil des Palestiniens un prétexte destiné à servir leurs propres intérêts. D'une part, la cause palestinienne était une manière de susciter l'opprobre international à l'encontre d'Israël. Elle permettait également de favoriser l'unité régionale des pays arabes contre l'ennemi sioniste commun. D'autre part, la question des réfugiés offrait un moyen commode de faire diversion par rapport aux problèmes intérieurs, en détournant les mécontentements en direction d'Israël et de l'injustice faite aux Palestiniens. En tout état de cause, ce que les réfugiés palestiniens avaient d'abord espéré être une brève absence de leur terre se transformait en un exil indéfini.

Pendant cette période, à l'intérieur des camps de réfugiés, des groupes de Palestiniens désespérés et mécontents se constituaient lentement et créaient de nouveaux mouvements politiques et associations. De ces groupes, émergèrent des hommes neufs, dont la réputation n'était pas affectée par l'humiliation de la défaite de 1948-1949, et qui n'étaient pas impliqués dans les promesses non tenues des pays hôtes. Ces chefs affirmaient que les Palestiniens ne devaient compter sur personne d'autre qu'eux-mêmes s'ils voulaient un jour retrouver leur patrie. De petits groupes de feddayin (en arabe : ceux qui se sacrifient) commencèrent à se faufiler des camps de réfugiés pour lancer des attaques éclairs à l'intérieur du territoire israélien. Le président Nasser, vit dans ces raids une manière de continuer à harceler Israël et de promouvoir sa prétention à assumer le leadership du monde arabe. C'est pourquoi l'Egypte entreprit activement de former et d'armer les feddayin. En 1953, les coups de main palestiniens étaient devenus suffisamment fréquents et meurtriers pour déclencher des représailles militaires de la part d'Israël. De là un cycle mortel d'attaques et de représailles qui culmina en 1956 pendant la crise de Suez, offrant à Israël le prétexte qu'il cherchait pour envahir la péninsule du Sinaï et détruire les bases égyptiennes d'où partaient les opérations des feddayin. Près d'une décennie plus tard, ce même schéma, attaques terroristes suivies de représailles israéliennes leur répondant au coup par coup, déclencha une suite comparable d'événements, qui aboutit en 1967 à la guerre des Six jours.

Pourtant malgré les souffrances des centaines de milliers de réfugiés palestiniens dont beaucoup vivaient toujours dans la pauvreté abjecte de camps de réfugiés sordides , près de vingt ans après le début de leur exil , on continuait à accorder peu d'attention aux Palestiniens à l'extérieur de la région . en fait , ce n'est qu'à partir de 1968 , lorsque les feddayin déplacèrent leur théâtre d'opérations hors du Moyen-Orient, et commencèrent à impliquer délibérément dans leur lutte contre Israël des citoyens de pays éloignés , que les Palestiniens découvrirent un moyen efficace d'assurer la promotion de leur cause dans le monde entier , et d'attirer son attention et sa sympathie . Lors d'une interview, le chef fondateur de l'OLP, Georges Habache, s'exprima comme suit : « quand nous détournons un avion, le résultat est plus important que si nous tuons une centaine d'Israéliens au combat ».

L'OLP et l'internationalisation terrorisme

L'apparition de ce qui est convenu d'appeler le terrorisme international moderne date du 22 juillet 1968. ce jour là, trois terroristes palestiniens armés, appartenant au FPLP (Front populaire de libération de la Palestine), l'une des six groupes qui composaient alors l'OLP (Organisation de libération de la Palestine), détournèrent, entre Rome et Tel-Aviv , un vol commercial de la compagnie israélienne El Al était le douzième détournement de l'année 1968, mais celui du vol El Al différait considérablement de tous les précédents. Premièrement, son but n'était pas seulement le détournement d'un vol régulier de sa destination prévue, il consistait plutôt à délivrer un message politique fort. Les terroristes qui s'emparèrent de l'appareil agissaient avec un but précis : l'échange des passagers qu'ils tenaient en otage contre des terroristes palestiniens détenus en Israël. Deuxièmement, à la différence des actions précédentes, où l'origine et la nationalité de l'avion n'avait pas d'importance, El Al, compagnie nationale, symbole de l'Etat israélien avait été choisi par les terroristes de façon précise et délibérée. Troisièmement, l'absence de prise en compte ou le rejet des exigences des terroristes risquait de déclencher une crise dont les conséquences pouvaient être catastrophiques : destruction de l'appareil et mort de toutes les personnes se trouvant à bord. L'existence de ce risque permit aux terroristes de forcer leur ennemi déclaré, Israël, à communiquer directement avec eux, c'est-à-dire, de fait , avec l'organisation à laquelle ils appartenaient , remettant en cause les déclarations passées et la politique jusqu'alors là suivie par le gouvernement israélien, qui était d'ignorer totalement l'OLP. Au bout de compte, les terroristes découvrirent qu'ils avaient la capacité de créer des événements médiatiques majeurs, conjuguant un message politique spectaculaire , une cible « symbolique » et une reconnaissance de fait lors de la crise , et d'autant plus efficacement lorsque des civils innocents étaient impliqués. Le résultat de ce détournement a été plus efficace que vingt ans de plaidoyer aux Nations Unies.

Le détournement du vol El Al marque un changement évident dans la nature et le caractère du terrorisme. A partir de cette date, les terroristes opérèrent des déplacements réguliers d'un pays à l'autre pour déclencher leurs actions. Ils commencent à viser des civils innocents, ressortissants de pays qui n'ont souvent que peu, voire pas du tout de rapport avec leur cause ou leurs revendications. Ils rendent ainsi leurs actions susceptibles de recueillir l'écho que les attaques contre leurs ennemis directs n'arrivent généralement pas à susciter. Leur but est de choquer, de créer la peur et de focaliser l'attention du monde entier. Ces changements d'importance dans la tactique terroriste furent favorisés par le progrès technologique, la plus grande rapidité et la facilité des déplacements aériens internationaux, l'amélioration considérable de la qualité des séquences d'actualités télévisées, et la rapidité avec laquelle ces séquences pouvaient être diffusées dans le monde entier. C'est ainsi que les terroristes en vinrent rapidement à considérer que les actions menées dans des pays autres que

le leur, impliquant directement ou affectant des ressortissants étrangers, constituant un moyen très efficace d'attirer l'attention.

Les groupes constituant l'OLP furent à l'avant-garde de ces transformations. Entre 1968 et 1980, les groupes terroristes palestiniens furent indiscutablement les plus actifs du monde, responsables de plus d'actions terroristes internationales qu'aucun autre mouvement⁵. Le succès remporté par l'OLP, qui réussit à porter sur la place publique le problème palestinien par l' « internationalisation » de sa lutte contre Israël, a dès lors servi partout à des modèles à groupes ethniques ou nationalistes, minoritaires, et dominés. Ce succès démontrait en effet combien des revendications anciennes mais oubliées pouvaient être réactivées et offertes à l'attention du monde grâce à des séries d'action bien orchestrées, capables de focaliser l'attention. Pour comprendre combien cette évolution fut révolutionnaire, il est nécessaire de rappeler brièvement l'histoire palestinienne récente, et notamment à quel point l'OLP avait été oublié par la communauté internationale.

La montée du terrorisme international moderne

Cependant, l'exemple le plus manifeste de cette faculté propre au terrorisme, qui est de propulser une cause de l'obscurité à la renommée, fut sans aucun doute l'assassinat de onze athlètes israéliens, enlevés par des terroristes palestiniens aux Jeux Olympiques de Munich en 1972. Le but de l'opération, selon l'un de ses organisateurs était de capter l'attention du monde en frappant une cible d'une valeur inestimable, dans un environnement choisi pour offrir aux terroristes une exposition et une publicité uniques. En terme de notoriété et de publicité accordée à la cause palestinienne, cette opération fut un succès sans équivalent. En Allemagne de l'Ouest et dans beaucoup d'autres pays, la désastreuse intervention de la police et l'échec de la tentative de sauvetage des otages révéla avec une cruelle évidence deux points : le terrorisme international était devenu une menace sérieuse, et les moyens de lutte antiterroriste des Etats étaient complètement inadaptés à cette nouvelle donne. Ces réflexions ont été à l'origine de la constitution des unités spécialisées à la lutte antiterroriste dans plusieurs pays. Les Allemands créèrent le détachement antiterroriste, au sein de la police des frontières, sous le nom de GSG-9 (Grenzschutzgruppe - 9). En France, le GIGN fut créé (Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale). en Grande Bretagne, le régiment d'élite SAS (Special Air Service Regiment) fut autorisé à créer un détachement de combat contre révolutionnaire, avec la mission spécifiquement antiterroriste. Les Etats-Unis ont pris une voie, ils ont plutôt constitué un groupe de travail interministériel sur le terrorisme, et porter les efforts sur des initiatives diplomatiques, par exemple à l'ONU.

Les atouts du terrorisme international

L'OLP n'aurait sans doute jamais atteint ses objectifs si elle n'avait pas emprunté la voie du terrorisme international. En quatre années, une poignée de terroristes palestiniens avait mis fin à un quart de siècle d'oubli et d'exclusion de la scène internationale. Ils avaient obtenu ce que des diplomates, des chefs d'Etat, des lobbyistes ou des travailleurs humanitaires avaient sans relâche essayé d'obtenir sans le moindre succès. L'une des raisons d'être essentielles du terrorisme transétatique est le refus d'être lié par ces règles de la guerre et de ces codes de conduite. Le terrorisme international réfute toute notion de zone de combat ou de théâtre d'opérations, et il respecte encore moins celle de la neutralité territoriale.

⁵ au cours de cette période, des groupes palestiniens furent responsables de 331 actions, comparer aux 170 actions attribuées aux groupes terroristes cubains, irlandais et turcs

C'est pourquoi les terroristes ont régulièrement porté leurs luttes ,souvent intérieures , dans d'autres pays , parfois éloignés géographiquement, où ils ont délibérément impliqué des personnes absolument sans rapport avec leur cause ou leurs revendications dans les incidents violents, à seule fin d'attirer l'attention et de faire de la publicité.

LE DJIHAD

Religion et terrorisme

La dimension religieuse de beaucoup de groupes terroristes, contemporains ou disparus est évidente : elle est en général liée à l'engagement ou à la culture des individus qui en sont membres. On pense immédiatement à certains mouvements anticolonialistes ou nationalistes , comme les organisations terroristes juives , actives en Israël avant l'indépendance, au FLN dominé par les musulmans en Algérie, ainsi qu'à des groupes renvoyant à une histoire plus récente , comme l'incontournable IRA catholique , ou ses adversaires protestants , regroupés en divers groupes loyalistes paramilitaires , l'Ulster Freedom Fighters (Combattants pour la liberté de l'Ulster) et les Red Hand Commandos (Commandos de la main rouge) ; on peut aussi évoquer l'OLP , à dominante musulmane .cependant , les motivations de tous ces groupes sont avant tout politiques et non pas religieuses ; la prééminence des buts ethnonationalistes et /ou irrédentistes est dans tous ces exemples évidente.

Pour d'autres organisations cependant, la motivation religieuse est primordiale ; et aujourd'hui, c'est bien l'impératif religieux qui constitue la principale caractéristique de l'activité terroriste. La révolution qui transforma l'Iran en république islamique en 1979 a eu pour conséquences de favoriser la renaissance de cette branche du terrorisme et de lui conférer un rôle essentiel. Toutefois, comme nous allons le voir, l'apparition récente du terrorisme religieux n'est pas un phénomène exclusivement lié à l'Iran, pas au plus qu'au Moyen-Orient ou à l'islam : depuis les années 80, il affecte partiellement toutes les grandes religions et dans certains cas , des sectes plus petites ou des cultes moins importants. On constate que le terrorisme motivé par un impératif religieux , pour lequel la violence est considérée par ceux qui l'emploient comme un devoir divin ou un acte sacramentel , suppose en fait des moyens de légitimation et de justification différents de celle commise par les terroristes laïcs. Et qu'en outre ce type de terrorisme produit des actions plus destructrices et plus sanglantes.

La genèse du terrorisme

Les rapports entre religion et terrorisme ne sont pas nouveaux. Il y a plus de deux mille ans, les premiers exemples de ce que nous appellerions « terrorisme » furent le fait de fanatiques religieux. Du reste, certains des mots utilisés par les langues anglaise et française pour décrire les terroristes juifs, hindous, ou musulmans appartenant à l'histoire. Le mot « zélote » par exemple, qui signifie « partisan fanatique » ou « enthousiaste immodéré», vient d'une secte juive millénaire qui lutta contre l'occupation par les romains de ce qui est aujourd'hui Israël, entre les années 66 et 73 de notre ère. De la même façon, le mot thug, employé en anglais pour désigner un individu méchant ou brutal, fait référence à un culte religieux qui sema la terreur en Inde du VIIe siècle jusqu'à sa disparition.

Les meurtres rituels accomplis par les thugs constituaient un culte rendu à la déesse hindoue de la destruction, kali. Enfin, le mot assassin, « celui qui commet un meurtre avec préméditation ou guet-apens » était le nom d'une secte chiite des ismaélites qui, entre 1090 et 1272, combattit pour repousser les Francs, c'est-à-dire les croisés, qui tentaient d'étendre ou de défendre les Etats latins de Terre sainte. Traduit littéralement, « assassin » signifie « mangeur d'haschich », en référence à la prise rituelle par les intéressés de cette substance, avant de partir pour leurs missions meurtrières.

Le rôle inspirateur de l'Iran

Alors que le terrorisme et la religion avaient une longue histoire commune, ce lien privilégié tendit au siècle dernier à être remplacé par un terrorisme d'inspiration nationaliste et séparatiste, ou bien dont la motivation était idéologique . Ce n'est qu'en 1980, conséquence de la révolution iranienne qui a eu lieu l'année précédente que les premiers groupes terroristes religieux apparurent. Cependant, si la réapparition du terrorisme religieux sous sa forme contemporaine fut, à l'origine, étroitement associée à la révolution islamique iranienne, dix ans plus tard, aucune des grandes religions ne pouvait plus prétendre ne pas être contaminée par ce mélange de foi, de fanatisme et de violence. Douze ans plus tard, en 1992, on constate que le nombre des groupes terroristes religieux a augmenté de manière exponentielle.

La religion constitue sans doute une motivation d'autant plus forte pour le terrorisme de l'après guerre froide, que les vieilles idéologies sont discréditées par l'effondrement de l'Union soviétique et de l'idéologie communiste. Par ailleurs, la promesse de bénéfices mirifiques offerts par le capitalisme libéral et démocratique apparemment triomphant, dans ce que Francis Fukuyama a appelé « la fin de l'histoire », ne parvient pas à se matérialiser dans de nombreux pays. Le sentiment général d'insécurité engendré par ces changements qui ont affecté dans une mesure égale les pays les plus désavantagés économiquement que les plus prospères, a été aggravé par d'autres facteurs sociaux, notamment la croissance accélérée de la population, l'urbanisation rapide et la désagrégation des services locaux (soins médicaux, logement et l'éducation), classiquement offerts par l'Etat .

L'émergence de la religion comme principale inspiration du terrorisme international dans les années 90 est du reste mise en évidence par le fait que les actes de terrorisme les plus importants de la décennie, tant du point de vue de leurs implications et de leurs conséquences politiques que de celui des pertes infligées, ont tous eu une dimension ou une motivation religieuse significative. On peut notamment retenir : l'attentat de mars 1995 au gaz sarin dans le métro de Tokyo, perpétré par les adeptes d'un culte religieux japonais appelé aum. L'explosion de l'immeuble des services fédéraux d'Oklahoma, en avril 1995, dans lequel 168 personnes périrent. L'attentat au camion suicide et l'explosion , en juin 1996 , de bâtiments de l'US Air Force en Arabie saoudite à Dhahran , lors de laquelle 19 personnes trouvèrent la mort , perpétrée par des militants religieux opposés au régime saoudien . La liste est incommensurable, nous nous contentons de ne citer ces exemples.

Les motivations du fanatisme religieux

Les raisons pour lesquelles les attentats terroristes accomplis pour des motifs religieux provoquent autant de morts tiennent au système de valeurs radicalement différent, au mécanisme de légitimation et de justification, aux concepts moraux et à la vision mondialiste du terroriste religieux. Pour le terroriste religieux, la violence est d'abord et avant tout un acte sacramental, une obligation divine exécutée en réponse directe à une exigence ou

à un impératif théologique. Le terrorisme comporte donc une dimension transcendante, et c'est pourquoi ses auteurs ne sont pas affectés par les contraintes politiques, morales ou pratiques qui peuvent retenir les autres terroristes.

Ces caractéristiques essentielles, si elles sont communes aux terroristes religieux de toutes obédiences, sont néanmoins souvent étroitement associées aux groupes terroristes islamiques en général, et plus particulièrement à ceux qui trouvèrent leur inspiration en Iran. A la base de la campagne terroriste soutenue par ce pays, on trouve le désir d'étendre à tout le monde musulman l'interprétation fondamentaliste de la loi islamique suivie en Iran. « Nous devons nous efforcer d'exporter notre évolution dans le monde », déclara l'ayatollah Khomeyni à l'occasion du nouvel an iranien en 1980, un an exactement après l'instauration de la république islamique d'Iran, et « nous devons abandonner toute idée de ne pas le faire, non seulement parce que l'islam refuse de reconnaître la moindre différence entre les pays musulmans, mais aussi parce qu'il est défenseur des pays opprimés Nous devons rendre simple notre position à l'égard des puissances et des superpuissances, et nous manifester, malgré les problèmes ardu qui nous accablent. Notre attitude envers le monde est dictée par ce que nous croyons ».

La révolution iranienne constitue un exemple pour les musulmans à travers le monde : elle exhorte à réaffirmer les enseignements fondamentaux du Coran et à résister à l'invasion de l'influence occidentale, particulièrement celle des Etats-Unis, au Moyen-Orient. Cette position rend compte des croyances et de l'histoire de l'islam chiite interprété par Khomeyni, tel que le vivent ses adeptes en Iran et dans les autres pays du Moyen-Orient. Il s'appuie sur l'idée que les chiites représentent, à l'intérieur de l'islam, une minorité vieille de plusieurs siècles, persécutée à cause du caractère particulier de son savoir révélé, ainsi que sur l'inébranlable conviction de légitimité inhérente à tout pouvoir séculier. Selon ce raisonnement, seule l'adoption de la loi islamique peut conférer la légitimité, et permettre de préparer le retour sur la terre du prophète Mahomet, attendu comme le messie. C'est pourquoi, puisque l'Iran est le seul pays à avoir entamé ce processus de rédemption en créant un « véritable » Etat islamique, il doit se faire l'avocat des opprimés et des malheureux de tous lieux. Non seulement la violence et la contrainte sont autorisées pour permettre l'instauration mondiale de la loi islamique, mais elles sont même des moyens nécessaires à la venue de cette fin approuvée par Dieu.

Ce sentiment d'extériorité, la nécessité de changements radicaux dans l'ordre du monde, apparaissent dans les ouvrages de nombreux théologiens chiites. « le monde tel qu'il est aujourd'hui est tel que d'autres l'ont modelé », a écrit l'ayatollah Baqer al-Sadr. « Nous avons deux possibilités : ou bien l'accepter avec soumission, ce qui signifie laisser mourir l'islam, ou le détruire, afin que nous puissions le reconstruire selon l'islam » Mustafa Chamran le confirme : « nous ne nous battons pas selon les règles, nous les rejetons. ». plus loin on s'aperçoit de la position du Hezbollah qui considère son combat comme défensif, répondant à une agression, et approuvé sinon ordonné par Dieu, apparaît clairement dans les déclarations du chef spirituel du groupe, Cheikh Mohammed Hussein Fadlallah : « Nous ne tenons pas de notre foi islamique que la violence est la solution de tous les types de problèmes. Nous voyons toujours la violence comme une sorte d'opération chirurgicale qu'il faut entreprendre seulement après avoir essayé tous les autres moyens, et uniquement lorsque la vie du patient est en danger ... La violence commença lorsque le peuple, se sentant prisonnier de son impuissance, eut un sursaut pour se débarrasser d'une partie de cette paralysie, pour l'amour de la liberté. » Dans ce contexte, Fadlallah souligne que l'invasion du Liban par Israël en 1982 constitua une preuve de l'hostilité occidentale à

l'islam révolutionnaire : « cette invasion fut confrontée au facteur islamique, qui plonge ses racines dans la révolution islamique iranienne. Et dans ces différentes affaires, l'Amérique était le dénominateur commun. Elle était généralement perçue comme la grande Nemesis, la déesse de la vengeance qui se trouvait derrière les problèmes de la région , à cause de son soutien à Israël et à beaucoup des régimes réactionnaires locaux , parce qu'elle s'opposait à tout ce qui visait à libérer la région.

Le rôle des autorités religieuses dans la justification des opérations terroristes a toujours été essentiel pour les organisations chiites. La fatwa prononcée en 1989 par l'ayatollah Khomeyni édictant une sentence de mort contre l'écrivain Salman Rushdie en est un exemple. De la même façon, les extrémistes sunnites qui firent exploser une bombe dans le World Trade Center à New York en 1993 obtinrent une fatwa spéciale , délivrée par le Cheikh Omar Abdel – Rahman, aujourd'hui détenu aux Etats-Unis, avant d'entreprendre leur attentat.

La lutte que mène contre Israël le mouvement de la résistance islamique, mieux connu sous son acronyme arabe , Hamas (« zèle »), est définie de la même façon e terme de guerre totale, qui ne peut connaître de répit tant que l'ennemi n'est pas totalement et absolument vaincu. La convention fondatrice du Hamas, par exemple, précise sans ambages que « Israël existera et continuera à exister jusqu'à ce que l'islam le fasse disparaître, comme il en a fait disparaître d'autres avant »

Les motivations peuvent se résumer aux différents types d'humiliations : elles peuvent être « corporelles » ou « par procuration » c'est - à - dire par une identification du jeune français aux combattants palestiniens. Elles peuvent faire attrait à l'esprit que certains se font sur un occident qu'il faut réduire à néant. L'honneur perdu de la civilisation musulmane des premiers siècles est également mis en exergue. Ces motivations peuvent aussi bien provenir du rejet d'un modèle de société au niveau national (la laïcité en France, le système multiculturel en Grande Bretagne). Enfin, le ressentiment à l' encontre des « juifs imaginaires », tout comme l'idée qu'on se faite pour la mort, jouent chacun à leur manière , un rôle dans la complexité du sujet.

Les différentes catégories de terrorisme

A partir de ces facteurs, on distingue quatre catégories de terrorisme :

- L'islamo - inihiliste : ceux pour qui le choix d'une identité musulmane exclusive est liée à un rejet de la société réelle ou fantasmée (le GIA , l'Al-Qaïda)
- Les islamo - pléthoristes : ceux pour qui la religion constitue le cadre structurant d'un engagement
- Les islamo - individualistes : ceux qui ont tiré leur radicalisation sur des bases d'événements marquants, personnels et traumatisants.
- Les islamo - fondamentalistes : ceux qui se sont radicalisés dans la participation à des groupes sectaires. Toutes ces catégories djihadistes ont un point commun sur l'occident, un sentiment d'hostilité. Le musulman est appelé à constituer un front uni par l'unification de « l'oumma », la communauté musulmane, pour faire face à l'occident, en exploitant les faiblesses de sa société (racisme, exclusion sociale, problèmes politiques)

L'islam contemporain, poussé sur le devant de la scène par le 11 septembre, contribue à l'émergence d'un espace public et d'un imaginaire qui dépassent les frontières nationales donnant ainsi un sujet de réflexion qui demeure projet européen. Même les terroristes islamistes, qui manifestent si fort leur rejet de l'occident, ne font qu'exprimer

leur difficulté à accepter leur propre modernité. Ils choisissent le martyr dans l'illusion de respecter une tradition religieuse non contaminée qu'ils n'ont jamais connue, et qui n'a jamais existé. Il convient de distinguer les différents types de djihad car la posture adoptée en Afghanistan contre les soviétiques n'a aucune similitude aux actes perpétrés en Irak ni à l'image offerte par le 11 septembre. Ceci nous amène à la recherche de la maîtrise du facteur décisionnel qui engendre le changement de tactique des djihadistes dans l'espace et le temps.

Le soutien populaire, condition sine qua none de la victoire

Les terroristes islamiste savent pertinemment que les innovations tactiques et opérationnelles menées peuvent leur permettre d'éviter une défaite prématurée et de porter des coups ponctuels à leurs adversaires, ils savent pourtant que cette démarche ne peut leur apporter une victoire à long terme, raison pour laquelle il leur faut acquérir le soutien des masses. La stratégie des djihadistes ne consiste pas à mobiliser les masses laborieuses contre les classes dirigeantes mais d'unir l'oumma contre ceux qu'ils qualifient d'infidèles. Dans ce cadre d'idée, Al-Zawahiri adresse une lettre à Al-Zarkaoui à la fin de l'année 2005 en ces termes « si nous nous accordons à penser que la victoire de l'islam et l'établissement du califat ne peuvent être atteints qu'à travers le djihad contre les dirigeants apostats, alors ces buts ne pourront être accomplis par le mouvement moudjahid si celui-ci est coupé du mouvement populaireEn l'absence de soutien populaire, le mouvement moudjahid serait réprimé dans l'ombre, loin des masses confuses ou apeurées, et la lutte entre l'élite djihadiste et les autorités arrogantes serait confinée au cachot des prisons, loin du public et de la lumière du jour ». Il saisit l'opportunité pour reprocher à son correspondant de ne pas s'en prendre aux Chiites car une telle posture aura pour conséquence la division des musulmans.

Pour convaincre et fédérer le peuple, les djihadistes s'évertuent à démontrer qu'ils défendent une cause juste et, par contre, les adversaires sont des corrompus. Pour faire valoir cette assertion, ils incitent l'adversaire à commettre des actes odieux, moralement répréhensibles, comme l'attaque de la population civile ou la pratique de la torture. Les français ont été victimes de ce piège en Algérie vis-à-vis du FLN. Aujourd'hui, c'est le cas des Etats-Unis où les djihadistes se servent des images d'Abou Ghraib et de Guantanamo pour traiter cette puissance comme le véritable « empire du mal » et ainsi faire affluer de nouveaux sympathisants dans leurs rangs.

L'un des procédés utilisés par les djihadistes pour élargir le spectre des partisans est l'argument religieux. C'est ainsi que Abdallah Azzam (le père spirituel de Oussama Ben Laden) suggère que le djihad est une obligation individuelle et non une simple obligation collective.

Aujourd'hui, pour affirmer et afficher leur présence publique, des musulmans inventent des pratiques à caractère expressif. L'islam compte ainsi s'extérioriser en mettant en marge du chemin de l'orthodoxie ou de la tradition populaire. La nouvelle génération est ainsi confrontée à une expression de soumission que d'une nouvelle forme de réappropriation du religieux. Ce phénomène se traduit à l'école, les médias, ou le lieu de travail. Le retour du voile en est une illustration. La recherche du soutien populaire demeure pour eux une condition sine qua none de la victoire. Ils cherchent à fédérer autour de leur

cause les « classes opprimées ». La nécessité d'obtenir le soutien des masses populaires, est un leitmotiv.

L'absence de repère politique

Quant aux objectifs politiques, on distingue d'abord le djihad comme tactique. Nous avons ensuite le djihadisme révolutionnaire, celui qui consiste à modifier un ordre politique par l'emploi d'une tactique djihadiste. Le djihad étant lui-même subdivisé, à savoir « le djihadisme révolutionnaire local » et le « le djihadisme révolutionnaire global » qui dépasse le cadre géographique limité auquel le premier fait référence, il s'élargit à des groupes transnationaux, rattachés de manière plus tenue à un ou plusieurs territoires et ayant pour objectif la mise en place d'un nouvel ordre international.

La supériorité morale des djihadistes

La faiblesse matérielle relative n'incarne pas la notion de défaite pour les djihadistes. Ils comptent particulièrement sur leur supériorité morale du fait de la cause qu'ils défendent, ce qui leur permettra de contrebalancer la faiblesse matérielle. Cette cause est représentée par la liberté et l'égalité ou encore la défense du sacré contre les impies. L'enjeu de lutte étant si élevé que la vie n'a plus de sens pour ces derniers comme le stipule Oussama Ben Laden dans l'une de ses déclarations en 1996 « ces jeunes là, qui participent au djihad, aiment autant la mort que vous aimez la vie, ils ont hérité de l'honneur, de la fierté, de la bravoure, de la générosité, de la sincérité, du courage et de l'esprit de sacrifice, de père en fils, et leur endurance au combat se vérifiera lors de l'affrontement, car ils ont hérité de ces qualités de leurs ancêtres depuis l'anté-islam, avant que l'islam ne les ancre en eux ». Il s'exprime sous le terme au lendemain du 11 septembre « être tué pour la cause de Dieu est un grand honneur.....nous aimons mourir comme cela, tout autant que vous aimez vivre ».

Le terrorisme prend son autonomie

Le terrorisme a acquis son autonomie, cette variante du terrorisme international a commencé à la fin du xx^e siècle et se détache des structures étatiques. Certains groupes terroristes continuent de bénéficier du soutien de quelques états, mais celui-ci va s'affaiblissant. Cela tient pour beaucoup à la politique des pays qui mènent le jeu sur la scène mondiale dans l'après guerre froide, en premier la Russie, l'Europe et les Etats-Unis. Les méthodes employées par les dirigeants de ces pays consistent non seulement à exercer des pressions sur les états qui soutiennent les organisations terroristes mais encore leur faire miroiter « la lumière au bout du tunnel », c'est –à – dire faire appliquer des sanctions à la clef , quand ce n'est pas le recours à la force, ou plutôt, mettre l'accent sur des mesures purement politiques. La conjugaison desdites mesures avait permis le retournement de la Libye. C'est ainsi que dans les années 90, Mouammar Kadhafi rompait avec les brigades rouges et l'IRA, expulsait l'organisation terroriste d'Abou Nidal , mettait un terme avec à ses relations avec la direction du « front de libération de la Palestine » et le « djihad palestinien ».

Dans les années quatre-vingt-dix, des changements positifs ont eu lieu en Iran. Les sympathies des Iraniens commencent à basculer du centre religieux de Khomeini vers le chef spirituel de Khatami, connu pour sa modération, ses appels à ne plus soutenir les manifestations extrémistes dans la société, dans la vie religieuse et en politique étrangère, sa volonté d'engager des réformes et de garantir la liberté de la presse. Ces changements surviennent lors de deux élections présidentielles largement remportées par Khatami en 1997 et en 2001, ainsi qu'aux élections législatives de 2000 qui portent à l'assemblée une majorité de réformateurs.

Ces revirements internes expliquent pour l'essentiel que l'Iran ait eu à peu près renoncé à exporter la révolution islamique ou encore, à propager par la violence le modèle fondant la société et l'Etat iranien. Cette posture avait convié la Russie et les pays européens à apporter leur pierre à l'édifice en mettant fin à l'isolement de l'Iran et en favorisant par là même les changements en cours.

L'attitude américaine a évolué dans la dernière période de l'administration Clinton. L'Iran étant même amené à soutenir l'opération américaine en Afghanistan et favorisé la victoire militaire des Etats-Unis dans les régions de ce pays où s'exerçait traditionnellement son influence. Il s'avère que cette politique n'a pas été reprise par l'administration Bush, alors que les changements se poursuivaient à l'intérieur de l'Iran, malgré les difficultés. L'administration Bush ne cessait de citer l'Iran parmi les cibles potentielles d'une opération antiterroriste américaine après l'Afghanistan. Ces déclarations ont été contre productives et l'on ne tardera pas de constater en Iran une tendance au rapprochement des modérés et des radicaux. Dans le même temps, en réponse aux opérations militaires effectuées par les israéliens sur le territoire palestinien, on vit se multiplier les attaques du Hezbollah, soutenu par Téhéran, contre le nord de la Galilée, depuis le Liban.

Les événements du 11 septembre ont en outre apporté la preuve tangible qu'une nouvelle forme de terrorisme international, la plus dangereuse qui soit avait fait irruption : un système autosuffisant, qui, sans être lié à aucun Etat, anéantit des milliers de vies innocentes. Ce système a démontré qu'il faudrait désormais compter avec lui sur la scène mondiale. Jusqu'à une date récente, la situation internationale était déterminée par les alliances et les guerres entre Etats, leur coopération ou leur confrontation. En d'autre terme, elle était le résultat des relations qu'ils entretenaient, des alliances qui se faisaient et se défaisaient. Mais il s'agit d'Etats ayant une existence légale et qui, à ce titre, avaient des rapports au niveau international. Aujourd'hui, la situation n'est plus du tout la même. Si l'organisation responsable des événements du 11 septembre était liée à un quelconque Etat du Moyen et du proche Orient, d'Afrique ou d'Asie du Sud-Est, il est clair que la chose serait connue du contre-espionnage d'au moins un des principaux pays du monde.

La préparation de ces actes de terrorisme s'est effectuée sur une longue période. Les terroristes ont commencé leur concentration aux Etats-Unis deux ans avant de passer à l'action. Il leur a fallu trouver des moyens financiers. Les kamikazes ont dû apprendre à piloter des avions de ligne et l'on sait que tout le monde n'est pas capable d'aller au bout d'une telle formation, ni n'est forcément autorisé à la suivre. Pour couronner le tout, il fallait doter tous les acteurs de papiers d'identité au dessus de tout soupçon, tâche des plus spécifiques et minutieuses. La mise au point et la réalisation de l'opération impliquait la participation de nombreux acteurs : il fallait avoir ses entrées sur de nombreux aéroports américains, franchir les barrages de contrôle avant le décollage, détourner simultanément quatre avions de ligne, sortir du champ de contrôle des radars et frapper les cibles désignés à l'avance. Or, tout cela s'est passé pratiquement sans aucune fuite. Force est d'en conclure que l'affaire a été menée par une organisation très puissante, assez nombreuse, jouissant d'importants moyens financiers et agissant en toute autonomie.

Al-Qaida n'eut pas à pâtir de son autonomie ; bien au contraire, elle lui permit d'élargir ses zones d'influence. Brandissant l'étendard de l'islamisme militant, Ben Laden se fixa pour objectif la création d'un « Etat authentiquement islamique, unissant sur la base de la charia, tous les musulmans du monde ». A l'en croire, il n'existe pas différents peuples de confession musulmane, mais une seule nation musulmane. Partant de ces

« vérités », il entreprit de soutenir les extrémistes algériens et égyptiens. Il appuya et finança les groupes terroristes palestiniens. Certaines sources indiquent qu'il a apporté une aide substantielle aux séparatistes albanais du Kosovo, notamment à l'armée de libération, anti-serbe, que les américains eux même dans un premier temps, avaient ajoutée à la liste des organisations terroristes pour ensuite, conformément à leurs intérêts géopolitiques, la soutenir. L'aide apportée par Ben Laden s'inscrit dans son projet d'instaurer un État islamique extrémiste en plein cœur de l'Europe, englobant l'Albanie, la Kosovo, le Sandjak, une partie de la Bosnie, de la Macédoine et du Monténégro. Cette visée à son importance car les Balkans représentent un canal important pour le trafic de drogue en provenance de l'Afghanistan et à destination de l'Europe de l'Ouest.

Il est également révélé les liens de Ben Laden avec les combattants tchéchènes, dont les éléments arabes notamment ont subi un entraînement en Afghanistan. C'est là que Ben Laden aurait fait la connaissance du jordanien Khattab, devenu par la suite le chef du groupuscule wahhabite terroriste tchéchène. Khattab l'aurait à son tour introduit au leader séparatiste tchéchène Chamil Bassaïev.

LE ROLE DES MEDIAS

L'exploitation de la technologie moderne

D'un point de vue historique, de même que l'on considère que la révolution de l'information de la fin du xx^e siècle a permis de diffuser largement les techniques et les méthodes de fabrication de bombes ou de mise en œuvre d'autres techniques terroristes, grâce à l'Internet, au CD-ROM ou plus classiquement dans les bibliothèques ou dans les librairies, on peut noter qu'une activité largement répandue chez les anarchistes, plus d'un siècle auparavant, était précisément la création de la diffusion très large de guides de l'attentat et de manuels du parfait terroriste, tout à fait comparables⁷

Pour diffuser leur idéologie, les djihadistes se servent des médias les plus modernes et ayant les plus larges audiences à l'instar de l'Internet, des télévisions satellitaires. Certains attentas spectaculaires ont eu un impact médiatique considérable et peuvent rappeler la « propagande armée » des guérilleros. Les attentas du 11 septembre 2001 n'ont bien entendu pas été menés uniquement pour des raisons de propagande mais la dimension de communication était bel et bien présente. Avant le 11 septembre, seuls quelques spécialistes connaissaient Al-Qaida. La même stratégie spectaculaire a été utilisée par les djihadistes tchéchènes pour la prise d'otages du théâtre de la Doubrovka à Moscou.

pour gagner les cœurs et les esprits, les djihadistes misent sur la communication. Outre la communication, ils utilisent la propagande dont Ils ont compris les enjeux comme on peut le constater à travers les détournements d'avions en vol ou des attaques contre des navires et des trains menées uniquement pour des raisons de propagande. Mais ces derniers doivent prendre en compte le seuil médiatique à ne pas dépasser car à une certaine limite elle devient une arme à double tranchant et peut se retourner contre eux. Cette ligne rouge, Al-Zawahiri l'avait comprise et ainsi exprimé son opposition à la décapitation des otages de Beslan. Cet acte pourrait leur faire perdre leur statut de combattants à celui de barbares vis-à-vis de certains sympathisants.

la neutralité sémantique des médias

le suivi du terrorisme par les médias d'informations , qui na subi le poids des débats sémantiques qui divisèrent l'ONU dans les années 70 , et qui continue d'influencer tout discours tenu sur le terrorisme et le « combattant de la liberté », en adoptant l'imprécision et en subissant l'influence de la langue de bois caractérisant la violence politique , au nom de l'objectivité et de la neutralité. En s'évertuant à éviter tout ce qui pourrait apparaître comme un jugement ou une prise de position. Les médias américains qualifient par exemple les terroristes souvent dans le même bulletin de guérilleros, de « gunmen », de « raiders », de « commandos » ou de « soldats ».

On observe encore un autre fait qui est celui des comptes rendus qui suivent un attentat particulièrement tragique ou horrible , c'est-à-dire, blessant et provoquant la mort de personnes innocentes , ont tendance à décrire leurs auteurs comme des « terroristes » et leurs actes de « terrorisme » , beaucoup plus fréquemment que ne le sont les comptes rendus d'attentats non meurtriers ou moins importants ,en qualifiant les attaques par les termes sanglant, stupide, action de guérilla, commando, militant, extrémiste , résistant.

7 le radicalisme de leur propagande, l'incitation à la violence dépourvue d'ambiguïté contenue dans des pamphlets comme le « science of Revolutionnary Warfare » de Most

Cette dévotion servile à la neutralité sémantique est encore de mise aujourd'hui. Un article récent paru dans l'international Herald Tribune, un quotidien publié à Paris, rapporte un massacre survenu en Algérie où trente personnes ont trouvé la mort, et dont les auteurs sont qualifiés de « terroristes » dans le titre, puis de façon moins tranchée d'« extrémistes » dans le premier paragraphe, et d'une manière encore plus ambiguë de « fondamentalistes musulmans » dans le troisième paragraphe. S'agissant d'un pays qui, depuis 1992, a connu une vague de violence terroriste implacable et sanglante, qui a coûté la vie à environ 75 000 personnes, on aurait penser que les distinctions entre « terroristes », simples « extrémistes » et « fondamentalistes » ordinaires seraient plus claires.

La complicité tacite

En effet, en dépit de la condamnation générale de l'action terroriste au moment où elle se produit, il devint bientôt clair que, pour les Palestiniens, Munich constituait en réalité un coup publicitaire extraordinaire. L'attention complète des quelques 4 000 journalistes de radio et de presse écrite, et des 2 000 techniciens et reporters de télévision qui étaient déjà sur place pour couvrir les Jeux Olympiques, fut d'un coup focalisée sur la Palestine et la cause Palestinienne. On peut estimer qu'au moins un quart de la population mondiale était au courant de l'attaque du groupe septembre noir. Les téléspectateurs ont été marqués par les images et, particulièrement par l'importance du message qui a été véhiculé par les terroristes. La dimension tragique de l'opération, l'appel désespéré de ses auteurs réclamant reconnaissance et attention, convainquit une large part de l'opinion mondiale que les Palestiniens représentaient désormais une force qu'il fallait prendre en compte, et que le problème palestinien ne pouvait plus être délibérément ignoré. Septembre noir exultait. Pendant les semaines qui suivirent, des milliers de Palestiniens s'enrôlèrent dans des organisations terroristes⁸.

Ce n'est donc sans doute pas entièrement une coïncidence si, quelque moment plus tard, le leader de l'OLP, Yasser Arafat, fut invité à prononcer un discours devant l'assemblée générale des Nations Unies. Peu de temps après, son organisation s'y vit conférer le statut d'observateur spécial.

Les groupes terroristes partagent pourtant la même particularité : aucun ne commet d'action au hasard ni sans raison. Chacun souhaite qu'un maximum de publicité soit accordé à la moindre de ses actions, et utilise l'intimidation et la contrainte pour atteindre ses objectifs. Selon le docteur Frederick Hacker, psychiatre spécialiste du terrorisme, les terroristes cherchent à « effrayer, et à effrayer pour dominer et contrôler. Ils veulent impressionner. Ils jouent face à un public, et pour lui, et sollicitent sa participation ». On peut donc considérer le terrorisme comme un acte violent destiné spécialement à attirer l'attention et, grâce à la publicité qu'il génère, à communiquer un message. En conséquent, on peut considérer que son impact de l'action serait perdu si les médias n'en rendent pas compte : sa résonance reste alors étroitement limitée aux victimes directes de l'attentat au lieu d'atteindre le « public cible », beaucoup plus large, auquel s'adresse en réalité la violence terroriste.

⁸ la chaîne ABC à elle seule avait sur place des équipes comptant 400 personnes

Le plus souvent, les médias réagissent à ces appels avec une promptitude presque sans frein, se montrant incapable de passer sous licence ce qui constitue un événement exactement taillé à leurs besoins. La couverture par les médias américains du détournement du vol TWA 847 par des terroristes chiites libanais confirme amplement cette observation. Pendant les dix-sept jours que dura la crise, alors que les otages américains étaient détenus à Beyrouth, près de cinq cent sujets d'information, 28,8 par jour en moyenne, furent diffusés par les trois principales chaînes de télévision américaines qui dépêchèrent sur les lieux où se jouaient l'histoire, une armée de reporters, de producteurs, d'éditeurs, d'opérateurs et de preneurs de son.

A mesure que la crise des otages durait, alors qu'il ne semblait pas y avoir d'avancée vers une solution, les larges moyens déployés par les médias pour couvrir l'affaire devaient être employés à trouver, ou créer, des « informations », pour justifier leur mise en place et leur continuelle présence, même si aucune « nouvelle réelle » n'existait. Un déséquilibre choquant apparut donc : les sujets « soft », les reportages de fond à intérêt humain prédominaient ceux qui couvraient des sujets « réels », comme les réactions du gouvernement américain aux évolutions successives de la crise. Les présentateurs de l'actualité devenant sujets de l'information en lieu et place des « faiseurs » d'actualité. Ainsi, le terrorisme se présente comme une forme pervertie de spectacle ou de show-business. L'expérience révèle que certains journalistes se sont avérés être en relation avec des directeurs de la communication des preneurs d'otage, et furent donc des témoins de première main de la campagne de relations publiques parfaitement réglée des terroristes.

La manipulation des médias par les terroristes et la complicité tacite ou ouverte des derniers deviennent un problème à caractère endémique dans tous les pays démocratiques qui ont une presse libre. Ce fait est illustré en Allemagne au cours de l'année 1972, où les médias ont joué un rôle ostentatoire ayant conduit à la libération de cinq terroristes en échange de celle de Peter Lorenz, un homme politique de Berlin-Ouest, suite à une action des terroristes allemands.

L'impact sur le processus décisionnel de l'Etat

Cependant, l'effet le plus pernicieux de la crise fut que son traitement allait dans le sens de l'intérêt tactique des terroristes. Les chaînes de télévision ne reconnurent pas, ou peu, qu'elles avaient outrepassé leur mission d'information pour influencer activement l'orientation des prises de décision politiques. A certains moments, les présentateurs prirent même la responsabilité de négocier avec les terroristes. Pour justifier ce type de comportement dont la neutralité, que l'on serait en droit d'attendre, est décidément bien absente, le correspondant de CBS, Lesley Stahl, s'expliqua en ces termes : « Nous sommes un instrument au service des otages Nous forçons le gouvernement à mettre leurs vies au dessus de la politique »⁹. Cette attitude empêche les responsables politiques de prendre des décisions rationnelles et conformes à l'intérêt national.

Recherche de plus value

Un paramètre supplémentaire, sans doute, qui influe la couverture médiatique, est celui du coût financier. L'information est désormais diffusée sur des supports aussi divers que l'Internet, le courrier électronique et la fax, ainsi que sur des serveurs téléphoniques locaux. C'est pourquoi, représentant une part importante du budget, le

reportage télé à l'étranger doit justifier les dépenses importantes qu'il nécessite, en permettant un gain de parts d'audience encore plus important. Cela signifie non seulement une réduction de l'angle de vue, mais également une concentration sur l'aspect trivial, marginal et choquant, pour chercher une excitation. Les médias font ainsi de la publicité qui devient l'oxygène des terroristes en rendant trop facile les actions de ces derniers. Il est certain que les actions terroristes ne bénéficiant pas d'une couverture médiatique seraient comme un arbre proverbial qui tombe dans la forêt silencieuse¹⁰. Cette immédiateté fait de sorte que la télévision devient, plus qu'un « faiseur d'opinion », qu'un véritable « conducteur de politique », ses présentateurs et ses analystes se précipitant pour définir la série d'options offertes au gouvernement, ou interpréter la réaction prévisible du public et ses répercussions.

9 cité in *ibid.*, p. 10

10 Walter Mears, cité dans Eleanor Randolph, art. cité.

QUATRIEME PARTIE

LES POSSIBILITES D'ESPOIR

La recherche du centre de gravité adverse

La conscience de l'asymétrie des forces en présence, la nécessité d'innover tactiquement pour survivre dans un tel contexte, celle de se gagner un soutien politique large qui inverse le rapport des forces matérielles : ces trois éléments au moins rapprochent les djihadistes d'aujourd'hui des combattants et guérilleros anticolonialistes et anti-impérialistes des années 1950 et 1960. Ce parallèle peut suggérer d'utiles questions sur la manière de combattre le terrorisme contemporain, sous ses diverses formes. Ils ont donc conscience de cette faiblesse qualifiée de relative en comparaison de celle de l'adversaire jugé plus puissant. Deux critères en sont révélateurs, l'effectif d'hommes engagés et la qualité de l'armement disponible. Au cours de la guerre de Vietnam, le général Vo Nguyen Giap déclarait « le Vietnam ne dispose que de forces armées récemment organisées, inexpérimentées et mal équipées. Son ennemi [la France], par contre est une puissance impérialiste qui conserve un potentiel économique et militaire considérable malgré la récente occupation allemande, et qui bénéficie en outre d'un soutien actif des Etats-Unis »

D'autre part, aux critères précédents, il faut aussi s'attaquer à l'aspect moral qui constitue l'épicentre de leur force, permettant de contrebalancer leur faiblesse matérielle. Cette force morale tire sa source des notions de liberté, de l'égalité et de la défense du sacré contre les impies. L'enjeu de la lutte est si élevé que la vie n'a plus de sens en dehors du combat.

La recherche du centre de gravité doit viser deux champs principaux qui sont la coopération internationale et la conception d'une stratégie. Le deuxième champ devant s'impliquer particulièrement dans les domaines ci-après :

- la première sphère de préoccupation s'avère être la recherche de la maîtrise des origines du terrorisme dans les cadres historique, social, politique, économique, ethnique et religieux.
- Ensuite , s'appesantir sur la recherche d'une définition unique du terme afin de lever le voile derrière lequel le jeu politique continue d'évoluer
- La coopération internationale doit se pencher sur la mise en place d'une politique pouvant entraver les sources de financement du terrorisme qui semblent provenir de cinq canaux (les sociétés de couverture – les richissimes commerçants et les fonds de charité – les organisations de crimes – les trafics de drogue – les ONG et autres canaux financiers facilitant le blanchissement)
- Mener des efforts pour contrecarrer le circuit de recrutement
- Enfin, orienter une lutte contre les activités transfrontalières

Il est à noter que cet espoir doit prendre en compte que la seule manière de vaincre ne réside pas que dans la force car la conviction des djihadistes ne réside pas que dans la défensive, mais elle s'amplifie de plus en plus qu'ils subissent des attaques. il est donc nécessaire de ne pas répliquer spontanément aux actes terroristes.

Amélioration de la coopération internationale

Cet exemple doit amener les services du monde entier à redoubler de vigilance. Le nouveau contexte implique, bien sûr, de renforcer la coopération entre les différents services de contre-espionnage, notamment les échanges d'informations, avec, entre autres, la mise au point d'une banque de données communes sur les organisations terroristes. Cette lutte antiterroriste doit inclure une étude analytique commune des informations obtenues. Dans des domaines aussi universellement sensibles que le terrorisme, il convient d'aller jusqu'à envisager des opérations communes. Il serait indispensable de mener toutes les actions concrètes en vue d'empêcher la prolifération des armes de destruction massive, mais dans le cadre de la lutte contre le terrorisme international, sont d'une importance capitale. Il convient de faire de sorte que les pays possédant l'arme nucléaire ou encore les puissances nucléaires « non officielles », n'ayant pas encore rejoint le « club nucléaire » soient conviés à le faire.

Le renoncement aux suspicions

Il faut cesser d'accuser injustement la Russie de mal contrôler ses armes nucléaires, d'aider d'autres pays à construire des centrales atomiques, soi-disant destinées par la suite à fabriquer l'arme nucléaire. Cette rhétorique n'est pas du tout encourageante et anéantirait les efforts de collaboration des Etats pour vaincre le terrorisme.

Elaboration de la charte de lutte contre le terrorisme

Il est nécessaire d'élaborer une charte de lutte contre le terrorisme. Les Etats signataires doivent s'engager à ne accueillir sur leur territoire des organisations recourant au terrorisme pour atteindre leurs buts. Ils doivent contrôler en commun les flux des capitaux et empêcher le transit des armes et des munitions par leur territoire. Aussi, pouvoir livrer les terroristes trouvant refuge chez eux, à la demande de n'importe quel Etat, avec des preuves irréfutables

Le 11 septembre 2001 marque pour certains l'avènement d'une ère nouvelle. Il n'en est rien. Ces événements n'ont rien changé aux grandes orientations du monde : en économie, une société post-industrielle, empiétrée dans les processus de globalisation, d'intégration des Etats et de trans-nationalisation des entreprises ; en politique, un renforcement des fondements démocratiques au niveau intérieur et dans les relations internationales, ainsi qu'au niveau du fédéralisme dans les Etats pluriethniques ; dans la culture, un rapprochement entre les civilisations ; enfin, concernant le nouvel ordre mondial, le passage d'un système bipolaire à un système multipolaire. Le 11 septembre n'en reste pas moins un épisode important qui risque d'avoir un gros impact sur les évolutions évoquées ci-dessus. Il serait erroné de réduire cet impact à l'élaboration d'une politique commune et à sa mise en pratique dans la lutte contre le terrorisme. Il s'agit là d'un aspect non négligeable de l'action internationale :

- la nécessité d'adopter une Charte fixant les « règles de conduite » des Etats face aux organisations et groupuscules terroristes,
- de nombreux pays doivent au niveau intérieur être mieux préparés à combattre le terrorisme. On constate que jusqu'à présent, les terroristes agissent plus librement et facilement dans les démocraties que dans leurs pays d'origine. Cela ne signifie pas qu'il faille placer un signe d'égalité entre renforcement de la sécurité et entrave aux libertés et aux droits. Il serait néfaste de transformer la lutte antiterroriste en manipulation mettant en danger les principes de la démocratie,
- il convient de le clamer haut et fort, car les grands chocs ne manquent jamais d'alimenter les vocations au maintien de l'ordre et de sécurité, non par un

renforcement des contrôles et de la discipline, non par une grande vigilance, mais par la mise en place d'un mode de gouvernement autoritaire (exemple de changement de posture du gouvernement espagnole après l'attentat au niveau du parking de l'aéroport en décembre 2006),

- s'intéresser aux causes du terrorisme international. L'une d'elle réside dans l'incapacité de régler les conflits régionaux (le conflit israélo-palestinien) ou ethniques et religieux à l'intérieur des Etats,
- nous devons prendre en compte avec un œil neuf les relations Nord-Sud, ainsi que les rapports Est-Ouest, ces facteurs ont encore leur importance quoi qu'en pense après la « guerre froide »,
- une autre réalité à ne pas reléguer, c'est le niveau de vie de la plus grande partie de la population du monde. La pauvreté, la misère sociale que connaissent certaines régions du monde pourraient être des éléments de faiblesse face à la montée du terrorisme international,

- Remédier au déséquilibre quant aux droits et aux possibilités dont jouissent les pays les plus riches , et cela d'autant plus que cette inégalité ne tient pas , bien souvent à la supériorité matérielle , mais aux conditions injustes de discriminations,
- Mettre fin aux visées impérialistes que les Etats du Sud admettent difficilement,
- Il serait en outre vital d'améliorer l'action des Nations Unies dans la mise au point et l'application des règles du nouvel ordre mondial. En ce sens, songer à un cadre juridique permettant au Sud de bénéficier des acquis technologiques et de la démocratisation du savoir jusqu'à l'éradication de toute forme de discrimination,

- Créer un monde juste par le respect des droits de l'homme et de la démocratisation de la société tout en prenant en compte que le modèle du Nord ne doit pas être forcément imposé, il faut surtout considérer les spécificités et les traditions historiques des entités,
- Il convient d reconsidérer complètement les relations Est-Ouest . les Etats de l'Est sont rattachés aujourd'hui à l'Ouest pour des raisons politiques, suite à la fin de la « guerre froide ». il ne faut pas perdre de vue l'état des choses antérieur n'a pas complètement disparu, surtout en ce qui concerne la stratégie nucléaire, domaine dans lequel la bipolarité existe toujours,
- Souder les forces antiterroristes par l'unité et la cohésion de la communauté internationale. L'interaction des forces vives ne doit pas se fonder sur des critères religieux et culturels, ni sur l'acceptation des points de vue et opinion de ceux qui organisent l'action antiterroriste ; il est question de suivre d'une manière aveugle,
- Les principaux acteurs de la scène internationale, en ce qui concerne leur sécurité et la sécurité collective, ne doivent pas recourir à des méthodes allant à l'encontre des intérêts d'autrui,

Mettre fin aux frappes préemptives

L'apparition de ces mouvements obscurs et particuliers et de groupes religieux fanatiquement nationalistes et d'organisation paramilitaires d'extrême droite violemment antigouvernementales constitue évidemment une menace différente, et potentiellement beaucoup plus sérieuse, que celle représentée par les adversaires terroristes traditionnels. Le premier problème à résoudre, pour combattre ou éliminer ces nouveaux adversaires, est tout simplement celui de leur identification. En second lieu, développer un

service efficace de renseignements et d'intelligence, pouvant mener des recherches et des enquêtes afin d'être en mesure de prévenir les incidents et prendre des mesures efficaces de protection.

L'action doit être entreprise sur deux fronts. D'un côté, le sentiment religieux d'aliénation profond et d'isolation de ces mouvements religieux et de ces sectes doit être activement contrecarré. Il faut établir un pont entre la société et les extrémistes, de sorte qu'ils ne se sentent ni menacés, ni forcés de se réfugier dans des enceintes protectrices puissamment défendues, ni de déclencher des actes de violence préventifs dirigés contre ce qu'ils considèrent comme une société menaçante et prédatrice. De plus, il faut considérer que nous nous trouvons peut être à l'aube d'une nouvelle ère terroriste, potentiellement plus dangereuse, à mesure que nous accédons au troisième millénaire. On peut prédire que cette date haute symbolique pourrait avoir sur des groupes terroristes d'inspiration religieuse, qui se sentent appelés à hâter par des actes de violence la rédemption associée au millénaire. Il est à nous de déterminer les points faibles des terroristes au point de vue médiatique et de les exploiter. La couverture médiatique se présente en fait comme un couteau à double tranchant. Certes elle offre des avantages à ces derniers mais, d'autre part, dans certains cas, elle permet aux victimes de mobiliser d'importantes ressources, et elle produit de l'information, qui est nécessaire pour déchirer le voile de mystère et de secret dont les groupes terroristes ont besoin¹¹.

Soutenir les pays du Sud

Un grand nombre des pays du Sud reste inexpérimenté dans le domaine complexe des mesures de sécurité antiterroristes, régulièrement mises en œuvre dans d'autres parties du monde, et ne faisant pas preuve de la vigilance permanente à l'égard du terrorisme international qui prévalait ailleurs. Il faut les amener à se sentir concernés, les intégrer dans la politique de la lutte antiterroriste car de nos jours aucun pays ne peut se proclamer être en dehors de tout danger, il n'y a pas de neutralité dans ce contexte.

11 cité par Walter Laqueur, *The Age of Terrorism*, Boston, Little Brown, 1987, p. 125

CONCLUSION

Les événements du début du ^{xxi} siècle prouvent que les états démocratiques, face à cette réalité spirituelle et symbolique apportée par le vent du 11 septembre et ses conséquences, sont amenés à mal réagir. Ces mouvements ou organisations du ^{xxi} siècle ne s'organisent aucunement autour de la contradiction classique qui oppose mythe et réalité. Ils ont tendance à s'atteler sur l'incapacité des individus, des groupes non étatiques, ou d'états faibles qui éprouvent de difficultés à maintenir leur existence ou à mener des négociations avec les autres nations jugées puissantes.

Depuis le 11 septembre, une nouvelle donne s'est imposée au monde. Le mécontent ou le faible peuvent se monter aussi décisifs qu'une véritable armée, et disposer de moyens fort efficaces. Le temps des affrontements armés contre armée s'étiolle, laissant le champ d'action à l'individu qui dispose du pouvoir de contrainte central, une ère où les idéaux de la démocratie sont opposés à l'anarchie. L'état n'est plus le seul détenteur et usager légitime des pouvoirs de contrainte, mais les principes démocratiques eux-mêmes exigent que l'état accepte que les individus puissent manier la force, au même titre que le collectif. A cela s'ajoute la triste réalité qui place l'état dans l'incapacité de s'imposer aux croyants.

La tragédie du 11 septembre entraîna aux Etats-Unis et dans les pays occidentaux une vague anti-islamiste. On vit apparaître en Amérique et en Europe d'innombrables publications affirmant que l'islam était en lui-même agressif, belliqueux et, plus grave encore, que l'agressivité du monde islamique allait croissant. Ce nouveau contexte a engendré un regain d'intérêt pour la théorie du politologue américain S. Huntington. Selon cette théorie, au système bipolaire de la « guerre froide » succède peu à peu un système mondial composé de différentes civilisations, ce qui rend inévitable les heurts entre elles. La démocratie occidentale se retrouve directement confrontée à l'extrémisme et au fondamentalisme d'autres civilisations et doit être prête à relever un nouveau défi historique. Il s'agit d'un antagonisme structurel entre les grandes aires culturelles et religieuses. Il est clair qu'un tel paradigme crée un espace pour une nouvelle division du monde après la fin de la « guerre froide », sur des critères non plus idéologiques mais culturels et religieux. Le ^{xxi} siècle dépendra pour une part de la capacité à éviter cette nouvelle division du monde à laquelle pousse clairement l'identification erronée du terrorisme international à l'islam et l'action extrémiste d'une minorité de musulmans au monde musulman dans son ensemble.

Les attentats terroristes majeurs perpétrés dans le monde entier démontrent le niveau organisationnel du réseau Al-Qaïda sous la direction de Ben Laden qui se présente comme le pilier spirituel du terrorisme international. Ces terroristes sont aujourd'hui dispersés et agissent d'une manière indépendante et avec un réseau de communication très élaboré et hermétique. Cette nouvelle génération de terroristes compte dans ses rangs un bon nombre d'intellectuels ayant reçu une éducation occidentale, maîtrisant parfaitement les domaines scientifiques, technique, militaire et médiatique ; ce qui leur offre la capacité d'une autonomie d'actions. Les méthodes utilisées visent à faire un grand nombre de victimes afin d'attirer l'attention des médias et surtout de l'opinion internationale. Force est de constater que les actes posés font l'objet d'une préparation minutieuse et ciblée. L'espace d'activités des terroristes est défini par la Caucase du nord, le Moyen-Orient, l'Asie du Sud, l'Asie du Sud-est, la corne de l'Afrique et l'Amérique latine.

Dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, les Etats-Unis se présentent de nos jours comme l'avant-garde et impose sa volonté à la communauté internationale. Sous l'émotion des événements du 11 septembre, les Américains ont déclenché la guerre d'Irak en oubliant le rôle prépondérant de l'ONU. Une coalition se constitue autour des américains, et l'opération « Enduring Freedom » ou encore « Liberté Immuable » débute en 2001 dans les montagnes afghanes. On constate cependant que cette lutte sur le plan international est vouée à beaucoup de difficultés. Cette attitude ne peut que diviser les puissances et créer en conséquent une faiblesse vis-à-vis du résultat escompté dans le cadre de l'éradication de cette nouvelle pratique. Cet angle de vue laisse entrevoir le développement d'une nouvelle doctrine de sécurité qui met en exergue l'unilatéralisme américain et la guerre préventive. Cette doctrine amène les occidentaux à réfléchir davantage non seulement sur les relations internationales mais aussi sur les droits internationaux. Il serait indispensable que les Etats-Unis évitent d'enfreindre les grandes valeurs de la démocratie

En outre, le fait que les musulmans ne constituent pas un monde à part, contribue à renforcer cette vision des choses. Le nombre des adeptes musulmans va croissant aux Etats-Unis ; quant à la Russie, sa part musulmane a une longue histoire. L'Etat russe compte aujourd'hui près de vingt millions de musulmans. Un partage du monde selon le critère culturel et religieux porterait un coup sérieux au fédéralisme russe. La ligne de partage des eaux ne divise pas seulement l'ensemble du monde mais passerait à l'intérieur des nombreux Etats. Il est clair que cette perspective de partage crée un terrain favorable au séparatisme, l'un des maux les plus graves de notre temps, constituant d'ores et déjà un danger pour un nombre considérable d'Etats. Nul n'est garanti encore contre ce risque, pas même les Etats multinationaux les plus florissants aujourd'hui.

On ne peut ignorer la menace séparatiste sous couvert de défendre les valeurs démocratiques, avec des arguments tels que le droit des nations et des peuples de disposer d'eux – mêmes. C'est ainsi que les marxistes posaient le problème à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e. Le principe s'appliquait particulièrement au système colonial, à l'époque où les peuples soumis à l'impérialisme luttaient pour leur libération. Rappelons nous que ce principe d'autodétermination avait conduit à la sécession qui a connu un bel avenir et a fini par être inscrit dans la charte de l'organisation des Nations Unies. Il apparaît donc qu'un partage du monde, selon le critère culturel et religieux, aurait des conséquences extrêmement néfastes sur la stabilité des rapports entre les Etats ainsi qu'au sein même des Etats. Mais le droit de l'autodétermination ne doit pas entrer en contradiction avec la défense de l'intégrité territoriale des Etats constitués.

L'extrémisme islamique est condamné sur le plan historique, pour la bonne raison qu'il fait figure d'un anachronisme et s'est propagé dans un milieu incapable de supporter le choc des progrès accomplis par l'ensemble de la communauté mondiale et donc voué à disparaître. L'extrémisme islamique actuel mène moins ses actions dans le cadre du Djihad qu'en opposition aux gouvernements des pays à population musulmane, qui ont opté pour un modèle laïc de construction et de consolidation de l'Etat. Un autre constat s'impose : les forces extrémistes qui prétendent au pouvoir dans les divers pays musulmans ne bénéficient pas du soutien de l'opinion au sein de laquelle on observe une tendance à la modernisation. La nouvelle génération de musulmans est plus que l'ancienne, elle se prononce en faveur d'une démocratisation, pluralisme, de la liberté de chacun d'exprimer sa

volonté. La mondialisation en cours renforcera sans nul doute le processus de démocratisation de l'islam

Enfin de compte, l'intégration de la démocratie islamique à la société démocratique globale dépend de la volonté de l'occident d'accepter une variante islamique de la démocratie libérale, le fait remarquer Ray Takeyh, spécialiste de l'islam, chercheur à l'institut politique du Moyen – Orient à Washington. Les islamistes modérés considèrent que différentes civilisations doivent avoir la possibilité de traduire ces valeurs d'une manière acceptable pour elles et adaptée au contexte qui est le leur. Aussi continueront-ils à combattre toute forme d'hégémonie des Etats-Unis sur le plan tant politique que culturel, et à juger plus approprié un système international multipolaire et « pluricivilisationnel ». Il est possible d'élaborer, dans un contexte certes délicat, des modes d'action politique collective de la communauté mondiale et, en premier lieu, des Etats-Unis et de la Russie, en vue d'un juste règlement des conflits régionaux et en particulier de la gestion des situations de crise.

Il convient de souligner que les critiques se concentrèrent également sur l'orientation de la lutte américaine contre le terrorisme. Selon une opinion répandue parmi des responsables politiques occidentaux qui gardent une certaine influence bien qu'ils ne soient plus aux affaires, les Etats-Unis pourraient tester leur mécanisme « d'intervention autonome » dans des démonstrations de force permanentes contre d'autres Etats . Cette approche exclusivement unilatérale dans l'action antiterroriste, mettant en marge l'importance des Nations Unies dans le respect du droit international, est dangereuse.

Toutes les puissances doivent savoir que la lutte contre le terrorisme doit être pris en compte par tous, elle n'est pas que l'affaire d'une seule entité et elle doit être menée d'une manière réfléchie en prenant en compte plusieurs paramètres et d'autre part dans le respect des valeurs de la démocratie sans mettre en marge le droit international. La lutte contre le terrorisme est enclin à de sérieuses difficultés car elle va de pair avec la solution des conflits israélo palestiniens et surtout le choc des civilisations, nombreux sont donc les obstacles qui s'opposent à l'atteinte de ses objectifs. Sa concrétisation demandera du temps, le chemin est encore long et seule la patience couronnée d'actions réfléchies et concertées pourra nous sortir de la caverne. Les Etats-Unis ont mis le monde dans une situation inextricable, ils ont formaté les moudjahiddines et les talibans et aujourd'hui les deux catégories en l'espace de quelques mois ont changé d'identité. Les premiers étaient partis dans l'enthousiasme pour combattre l'occupant reviennent avec une haine farouche à l'égard des Etats-Unis et du gouvernement israélien. Les moudjahidin les plus motivés s'orientent déjà vers de nouvelles terres de djihad, notamment en Bosnie - Herzégovine.

Le président Bush a sans doute raison de critiquer la conception de la stabilité et de son maintien qui prévalait au temps de la « guerre froide ». il est clair que, dans le contexte actuel, la résistance à la pression ennemie et les avertissements ne peuvent suffire à assurer la paix, la stabilité et la sécurité au niveau régional, du moins dans les moments de crise. Mais, peut-on pour autant considérer que l'administration américaine propose un véritable moyen de préserver la paix et de garantir la sécurité ? Sûrement pas , pour la simple raison que la solution américaine repose sur un refus des actions communes et affirme la suprématie des décisions unilatérales des Etats-Unis. Les actions des Etats-Unis semblent présentées plus de conséquences que d'avantages. Cette puissance sentant la nouvelle approche politique de l'Europe ne serait – elle pas en train de mettre en exergue une nouvelle stratégie de défense ? En somme, agir dorénavant sans l'appui des occidentaux, mais surtout en faisant fi des décisions des Nations Unies. D'autre part, le monde musulman ne serait – il

pas en plein éveil, se rendant compte du retard de sa civilisation ? si oui , le monde serait alors confronté à un choc de civilisation. Il semble pourtant raisonnable d'estimer que le choix et la mise en œuvre de politiques antiterroristes recyclées, ou simplement inadaptées, contre un terrorisme contemporain qui a la force de sa modernité, pourraient nous ramener à un scénario connu et inquiétant : une instabilité catastrophique durant es décennies, avec toutes les conséquences que l'on peut imaginer pour le monde entier. Enfin, les Etats pourront-ils renoncer au jeu des intérêts à travers la recherche des sources d'énergie et d'hégémonie, qui demeurent l'une des causes des obstacles à cette lutte par son caractère implicite et destructeur.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES

- **EVGUENI PRIMAKOV** , le monde après le 11 septembre et la guerre en Irak , traduit du russe par Anne Coldefy – Faucard , Presse de la renaissance , Paris , 2003
- **BRUCE HOFFMAN** , la mécanique terroriste , traduit de l'anglais par Bernard Dietz , édition Calmann – Lévy , 1999
- **JEAN-CHARLES BRISARD avec la collaboration de Damien Martinez**, Zarkaoui, le nouveau visage d'Al-Qaida, édition fayard , 2005
- **MEHRABODIN MASSTAN et PILAR HELENE SUGERS** , Massoud au cœur , éditions du Rocher , 2003
- **JOHN K. COOLEY**, CIA et Jihad 1950 – 2001. Contre l'URRS, une désastreuse alliance, traduit de l'anglais (américain) par Laurent Bury. Editions Autrement Frontières, 2002

REVUE

- **Politique étrangère 2: 2006**

LES SITES D'INTERNET

- <File://G:\AFRIQUE.htm> : le gouvernement est pour la paix avec les tribunaux islamiques , selon le Premier ministre (le devoir 06/12/2006)
- <INFOGUERRE.COM> : l'Afrique entre en lutte contre le terrorisme et intérêt stratégique
- www.africanreview.org : l'engagement de l'Afrique dans la lutte contre le crime et le terrorisme
- http://www.Lesnouvelles.org/P10\magazine/13_chroTERRO/007_052006.html
- <http://www.monde-diplomatique.fr/2006/07/RAMONET/13614> : Iran atomique
- Http://www.rfi.fr/actufr/articles/085/article_48571.asp : les islamistes en fuite
- <Http://fr.allafrica.com/stories/200701100121.html> : l'armée américaine en guerre ouverte contre Al-Qaida sur le territoire somalien
- <http://fr.news.yahoo.com/04012007/202/somalie-les-americains-deploient-des-forces-navales-au...>

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION		1
1 PREMIERE PARTIE		
1.1 La complicité tacite des Etats		
1.1.1 De l'assassinat des monarques à la terreur de masse		5
1.1.2 L'apparition du terrorisme moderne financé par les Etats		
1.1.3 Un phénomène qui persiste		
1.1.4 la motivation du terrorisme d'Etat		6
1.1.5 L'égoïsme du partage d'informations		
1.1.6 Le rôle des Etats-Unis		7
1.1.7 L'impact du terrorisme sponsorisé		
1.1.8 La double tactique des Etats-Unis		8
1.1.9 Le Pakistan joue et gagne		
1.1.10 Les grands outsiders		9
1.1.11 La Syrie, base arrière		10
1.1.12 L'Irak terroriste : du mythe à la réalité		
1.2 La faiblesse de l'ONU		
1.2.1 Le manque de fermeté au départ		11
1.2.2 la solution unilatérale, alternative à l'ONU		12
1.3 Le jeu des ONG		
1.3.1 Le rôle malveillant des ONG		13
2 DEUXIEME PARTIE		
2.1 L'instabilité du Moyen – Orient		
2.1.1 La privatisation et l'autonomie du terrorisme		14
2.1.2 Les risques de l'utilisation des ADM		
2.1.3 Fondamentalisme et extrémisme : deux notions à ne pas confondre		15
2.1.4 L'odeur du pétrole		16
2.1.5 La menace d'une division du monde		17
2.2 La fragilité de l'Afrique		
2.2.1 Le rôle du Soudan		18
2.2.2 La Somalie , bastion des islamistes		
2.2.3 L'Ethiopie face à Al – Qaida		19
2.2.4 La politique africaine de Washington		
3 TROISIEME PARTIE		
3.1 L'internationalisation du terrorisme		
3.1.1 L'incubateur du terrorisme		22
3.1.2 L'OLP et l'internationalisation du terrorisme.....		23
3.1.3 La montée du terrorisme international moderne		24
3.1.4 Les atouts du terrorisme international		
3.2 Le djihad		
3.2.1 Religion et terrorisme		25
3.2.2 La genèse du terrorisme		
3.2.3 Le rôle inspirateur de l'Iran		26
3.2.4 Les motivations du fanatisme religieux		
3.2.5 les différentes catégories de terroristes		28
3.2.6 Le soutien populaire, condition sine qua none de la victoire		29
3.2.7 L'absence de repère politique		30
3.2.8 La supériorité morale des djihadistes		
3.2.9 Le terrorisme prend son autonomie		

3.3	Le rôle des médias		
3.3.1	L'exploitation de la technologie moderne	.....	32
3.3.2	La neutralité sémantique des médias	.....	33
3.3.3	La complicité tacite	.....	34
3.3.4	L'impact sur le processus décisionnel de l'État	.....	35
3.3.5	La recherche de plus value	.....
4	QUATRIEME PARTIE		
4.1	Les possibilités d'espoir		
4.1.1	La recherche du centre de gravité	.....	37
4.1.2	Amélioration de la coopération internationale	.....	38
4.1.3	Le renoncement aux suspicions	.....
4.1.4	Elaboration de la charte de lutte contre le terrorisme	.....
4.1.5	Mettre fin aux frappes préemptives	.....	39
4.1.6	Soutenir les pays du Sud	.....	40
	CONCLUSION		41
	BIBLIOGRAPHIE		